

L'Ukraine : Une semi-colonie capitaliste

Sur l'exploitation et la déformation de l'économie ukrainienne par les monopoles et oligarques impérialistes depuis la restauration capitaliste en 1991

Un pamphlet (avec 13 tableaux et 3 figures) par Michael Pröbsting, secrétaire international du Courant Communiste Révolutionnaire International (CCRI/RCIT), janvier 2023, www.thecommunists.net.

Contenu

Introduction

I. La théorie marxiste de l'impérialisme et le concept de semi-colonies

II. L'impasse du stalinisme bureaucratique

III. Les conséquences sociales et économiques dévastatrices de la restauration capitaliste

IV. La déformation semi-coloniale du capitalisme ukrainien depuis 1991

1) Les oligarques : la création d'une bourgeoisie compradore

2) Un fournisseur semi-colonial de matières premières pour le marché mondial capitaliste.

3) Pris au piège de la dette extérieure

4) Investissements étrangers : le pillage impérialiste de l'Ukraine

5) Migration : l'Ukraine fournit une main-d'œuvre bon marché

V. L'Ukraine : Un pays dépendant déchiré entre les grandes puissances de l'Est et de l'Ouest

VI. La poussée de la Russie pour coloniser l'Ukraine depuis février 2022 et les efforts de l'OTAN pour accroître son influence

VII. La voie à suivre : De la libération nationale à la révolution sociale

Introduction

Le début de l'invasion de l'Ukraine par la Russie en février 2022 a catapulté ce pays d'Europe de l'Est au centre de la politique mondiale. Il oblige chaque courant politique à prendre position sur cette question ; plus encore, il est devenu une ligne de démarcation clé entre ceux qui s'adaptent ou même capitulent devant l'une ou l'autre des grandes puissances impérialistes et ceux qui adoptent une position de principe internationaliste et anti-impérialiste en soutien aux peuples opprimés.

Le *Courant communiste révolutionnaire international* (CCRI/RCIT) et sa section en Russie - la *Tendance socialiste* - ont pris le parti de la guerre de défense nationale de l'Ukraine contre l'invasion de Poutine dès le début. Bien que nous n'accordions aucun soutien *politique* au gouvernement bourgeois de Zelensky, nous soutenons la lutte de libération du peuple ukrainien et appelons à son soutien matériel (y compris l'aide militaire). Sur la base de cette approche consistant à prendre le parti des opprimés, nous avons (co-)organisé trois convois vers l'Ukraine et d'autres activités de solidarité. ^[1]

Dans le même temps, nous soulignons le *caractère dual* du conflit, puisque la guerre juste des Ukrainiens se conjugue avec l'accélération de la rivalité entre les puissances impérialistes. Dans ce conflit entre la Russie et l'OTAN, les socialistes doivent prendre une position de défaitisme révolutionnaire, c'est-à-dire d'opposition intransigeante contre les deux camps et contre toutes les formes de chauvinisme et de militarisme des grandes puissances (comme les sanctions, etc.). Le CCRI défend donc une position internationaliste et anti-impérialiste que nous résumons dans le slogan : "*Défendez l'Ukraine contre l'invasion de Poutine ! Contre l'impérialisme russe et contre l'OTAN !*" ^[2]

Un argument clé de notre position est l'analyse du *caractère de classe* des forces impliquées dans ce conflit. Contrairement à la grande majorité des socialistes autoproclamés, nous avons reconnu le caractère impérialiste de la Russie depuis plus de deux décennies. Son économie est dominée par des monopoles nationaux qui exportent des capitaux et obtiennent des extra-profits des pays semi-coloniaux (principalement, mais pas exclusivement, en Asie centrale et en Europe de l'Est). De même, l'économie russe bénéficie d'une importante couche de migrants qui sont surexploités en tant que main-d'œuvre bon marché. Dans le même temps, la Russie est une puissance nucléaire et un acteur clé de la politique mondiale qui est intervenu militairement dans plusieurs pays au cours des quinze dernières années ^[3] (en plus de deux guerres sanglantes contre l'héroïque peuple tchéchène). ^[4]

Comme l'objet de cette brochure est le caractère de classe de l'Ukraine, nous n'aborderons pas ici la question de l'impérialisme russe de manière plus détaillée, d'autant plus que nous l'avons déjà fait dans plusieurs brochures consacrées à ce sujet. ^[5] Pour la même raison, nous ne traiterons pas ici de notre analyse des puissances occidentales et de la rivalité inter-impérialiste et renvoyons les lecteurs à notre livre "*L'anti-impérialisme à l'ère de la rivalité des grandes puissances*" ainsi qu'à d'autres ouvrages. ^[6]

Le CCRI a également toujours souligné que l'Ukraine - contrairement aux grandes puissances impérialistes (États-Unis, Russie, Chine, Europe occidentale et Japon) - a un caractère de classe différent, concrètement qu'elle est un pays capitaliste semi-colonial. Cela signifie que l'Ukraine est, avant tout, un pays qui n'exploite et n'opprime pas principalement d'autres nations, mais qu'elle est plutôt une victime de l'impérialisme. Bien que l'Ukraine soit formellement un État indépendant depuis 1991, elle est, par essence, opprimée par les grandes puissances. Son économie est surexploitée par les monopoles étrangers et, politiquement, elle est dominée par les États impérialistes.

Nous considérons qu'une telle analyse est cruciale pour comprendre le caractère de classe spécifique de l'Ukraine et, par conséquent, pour comprendre le caractère de classe de la guerre actuelle. Dans ce pamphlet, nous développerons notre analyse de l'Ukraine en tant que semi-colonie capitaliste industriellement avancée mais dépendante.

Une dernière remarque. Comme le lecteur pourra le constater, notre analyse du caractère de classe de l'Ukraine est basée sur une étude de son développement social et économique depuis 1991. Nous montrons que la déformation et la subordination semi-colonial de ce pays ont commencé immédiatement après son indépendance formelle. En d'autres termes, elles ne résultent pas des événements de 2014 et des années suivantes, ni de la guerre actuelle. Ces derniers développements ont, sans aucun doute, modifié et accéléré la position subordonnée et opprimée du peuple ukrainien, mais ils n'en sont pas la cause fondamentale.

Afin d'obtenir une véritable indépendance, les travailleurs et les opprimés ukrainiens ont la grande tâche de vaincre l'invasion russe, de se débarrasser de leur subordination par l'impérialisme de l'OTAN et d'exproprier leur ennemi intérieur - les oligarques et leurs laquais corrompus dans l'establishment politique. En d'autres termes, le chemin de la liberté dépend du succès d'une révolution politique et sociale des travailleurs ukrainiens qui abolit l'exploitation capitaliste et la domination impérialiste et ouvre la porte à un avenir socialiste !

I. La théorie marxiste de l'impérialisme et le concept de semi-colonies

Nous commencerons par un bref résumé de la théorie marxiste de l'impérialisme et, comme partie intégrante de celle-ci, du concept de semi-colonies. Là encore, nous nous limiterons à une brève présentation car nous avons largement développé ces questions dans notre livre "*The Great Robbery of the South*" et dans divers autres ouvrages. ^[7]

Lénine, le plus important contributeur à la théorie marxiste de l'impérialisme, a décrit la caractéristique essentielle de l'impérialisme comme la formation de monopoles qui dominent l'économie. Dans ce contexte, il a souligné la fusion du capital bancaire et industriel en capital financier, l'augmentation de l'exportation de capitaux parallèlement à l'exportation de marchandises et la lutte pour les sphères d'influence, notamment les colonies. ^[8]

Le caractère de classe des États ne peut être compris *isolément*. En fait, tous les États sont liés les uns aux autres car ils font partie de l'économie mondiale capitaliste et du système impérialiste mondial. Par conséquent, le caractère de classe d'un pays doit être considéré *en relation avec d'autres États et nations*. Il en va de même, d'ailleurs, pour les classes dont le caractère ne peut être compris que par l'analyse de leurs relations avec d'autres classes.

Une caractéristique essentielle de l'impérialisme est le fait que la formation de monopoles et de grandes puissances a conduit à la division du monde entier en différentes sphères d'influence dominées par des États impérialistes rivaux et à l'assujettissement de la plupart des pays à ces quelques grandes puissances. Il en découle une caractéristique essentielle de l'analyse de l'impérialisme de Lénine (et de Trotsky) : la caractérisation du lien entre les États impérialistes, d'une part, et l'immense majorité des personnes vivant dans les pays capitalistement moins développés, d'autre part, comme une *relation d'oppression*. En conséquence, les théoriciens marxistes du vingtième siècle ont expliqué que la "*division des nations en oppresseurs et opprimés ... forme l'essence de l'impérialisme.*" ^[9]

La base économique de la relation entre les États impérialistes et semi-coloniaux est ce que Lénine a appelé la *surexploitation* de ces nations opprimées par les monopoles impérialistes. Grâce à cette surexploitation, le capital monopoliste peut acquérir - en plus du taux de profit moyen - un profit supplémentaire. Ces extra-profits sont des ajouts importants aux profits que le capital monopoliste extrait déjà des travailleurs des pays riches. Ils constituent également, d'ailleurs, une source essentielle pour corrompre les secteurs supérieurs et aristocratiques de la classe ouvrière et en particulier la bureaucratie ouvrière dans les pays impérialistes - des caractéristiques qui contribuent à consolider la domination du capital monopoliste.

Dans notre livre susmentionné, *The Great Robbery of the South*, nous avons élaboré quatre formes différentes de surexploitation par lesquelles le capital monopoliste obtient des bénéfices supplémentaires des pays (semi-)coloniaux :

- i) L'exportation de capitaux en tant qu'investissement productif
- ii) Le capital exporté en tant que capital monétaire (prêts, réserves de devises, spéculation, etc.)
- iii) Transfert de valeur par échange inégal

iv) Transfert de valeur via la migration (basé sur la surexploitation des migrants, une couche de la classe ouvrière opprimée au niveau national).

Les relations entre les Etats doivent toujours être considérées dans la totalité de leurs caractéristiques économiques, politiques et militaires - "*la totalité entière des relations multiples de cette chose avec les autres*" (Lénine).^[10] Toutes les formes d'oppression et de surexploitation n'existent pas nécessairement dans la relation entre un État impérialiste et un État semi-colonial, et ces caractéristiques peuvent exister dans diverses combinaisons.

Puisque le sujet de notre brochure est l'analyse de l'Ukraine en tant que semi-colonie capitaliste, nous allons nous concentrer sur notre définition de ce type de pays. Un pays semi-colonial est formellement un État indépendant (par opposition à une colonie). Cependant, il partage avec cette dernière les caractéristiques essentielles - domination et surexploitation par l'impérialisme.

Nous insistons sur ce point car un certain nombre de socialistes sont déroutés par le statut formellement indépendant de la plupart des pays du Sud. Ils en concluent que ces pays auraient un caractère complètement différent de celui des colonies. Cependant, il nous appartient d'identifier l'essence d'une relation derrière l'apparence formelle ou, pour reprendre les mots de Marx dans le volume III du *Capital*, "*c'est un travail de science que de résoudre le mouvement visible, simplement extérieur, en véritable mouvement intrinsèque.*"^[11]

En conclusion, nous avons résumé la définition des semi-colonies par le CCRI, conformément à la compréhension des classiques marxistes,^[12] comme suit : *Un pays semi-colonial est un État capitaliste dont l'économie et l'appareil d'État occupent une position dans l'ordre mondial où ils sont avant tout dominés par d'autres États et nations. Par conséquent, ils créent des bénéfices supplémentaires pour les monopoles et les États impérialistes et leur donnent d'autres avantages économiques, politiques et/ou militaires grâce à leur relation basée sur la surexploitation et l'oppression.*

En outre, il ne suffit pas de diviser les pays en catégories d'États impérialistes ou semi-coloniaux. Il existe bien sûr de nombreuses nuances au sein de chaque catégorie. C'est le cas aussi bien entre différents États impérialistes qu'entre différents pays semi-coloniaux. Dans le cas de ces derniers, nous pouvons différencier "*entre les semi-colonies avancées ou industrialisées telles que l'Argentine, le Brésil, l'Égypte, la Turquie, l'Iran ou la Thaïlande d'une part, et les semi-colonies plus pauvres ou semi-industrialisées telles que la Bolivie, le Pérou, les pays d'Afrique subsaharienne (à l'exception de l'Afrique du Sud), le Pakistan, l'Afghanistan, l'Indonésie, etc.*"^[13]

Une dernière remarque sur la question de la théorie marxiste de l'impérialisme. Nous sommes conscients que certaines critiques objecteront que notre approche serait "schématique" car elle divise le monde en pays de catégories différentes. Nous pensons qu'une telle critique est injustifiée. C'est une vérité fondamentale des lois de la dialectique matérialiste qu'il est impossible de comprendre les principaux développements dans le monde - et les relations entre ceux-ci - sans un ensemble clair de catégories. Lénine avait absolument raison lorsqu'il citait Hegel de manière approbatrice : "*Comprendre signifie exprimer sous forme de notions.*"^[14] Ou pour le dire dans une formulation encore plus catégorique du grand philosophe allemand : "*Une chose quelconque n'est comprise et connue dans sa vérité que lorsqu'elle est complètement soumise à la méthode.*"^[15]

Après avoir résumé notre approche théorique de l'impérialisme en général, et des semi-colonies en particulier, nous passerons maintenant, après quelques mots sur le régime stalinien, à une analyse plus détaillée de l'Ukraine.

II. L'impasse du stalinisme bureaucratique

Au départ, la plupart des pays du Sud étaient des colonies des empires européens avant de devenir des semi-colonies formellement indépendantes. En tant que telles, les économies de ces pays ont été (dé)formées dès le départ par les relations de propriété capitalistes des puissances dominantes. Dans le cas de l'Ukraine (ainsi que d'un certain nombre d'autres pays d'Europe de l'Est et d'Asie), les choses sont différentes. Ici, le capitalisme a été introduit à la suite de l'effondrement du stalinisme en 1989-91.

Jusqu'à cette époque, l'Union soviétique était un *État ouvrier dégénéré*, c'est-à-dire un pays à l'économie planifiée, post-capitaliste et politiquement dominé par une bureaucratie stalinienne. Ces relations de propriété ont permis au pays, pendant plusieurs décennies, de réaliser des avancées importantes dans le domaine de l'industrialisation, du bien-être, de la science, de l'armée, de l'exploration spatiale, etc. Le statut mondial de l'URSS en tant que puissance de premier plan reflétait ces avancées historiques. Cela a été rendu possible car l'excédent économique n'a pas été approprié comme profit privé par une petite classe de capitalistes mais a été utilisé, dans une certaine mesure, pour le développement social.

Cependant, les avantages des relations post-capitalistes de propriété ont été de plus en plus minés, et finalement détruits, par la dictature réactionnaire d'une caste bureaucratique. Il s'agissait d'une couche sociale qui avait accédé au pouvoir dans le contexte de l'isolement du premier État ouvrier de l'histoire après la maladie mortelle et la mort de Lénine en 1923/24 et la défaite de l'opposition de gauche dirigée par Léon Trotsky en 1927. Cette bureaucratie - dirigée par Staline - a aboli les acquis politiques de la révolution d'octobre et a réprimé la classe ouvrière et les petites nations. De nombreuses personnes, dont des dizaines de milliers de trotskystes, ont péri dans les goulags.

La politique bureaucratique de Moscou a également provoqué des perturbations majeures dans l'économie (par exemple, la néo-NEP et, par la suite, la collectivisation forcée) et a provoqué des catastrophes sociales comme la famine au début des années 1930. par sa nature même, la bureaucratie était principalement intéressée par l'accumulation d'un nombre croissant de privilèges. Ils voulaient donc maintenir le statu quo (pour lequel Staline a inventé la théorie conservatrice du "*socialisme dans un seul pays*" en 1924) ^[16] au lieu d'étendre le processus révolutionnaire à d'autres pays, comme le préconisaient Trotsky et ses partisans sur la base de la théorie de la *révolution permanente*. ^[17]

La bureaucratie au pouvoir n'était pas une classe mais plutôt une caste car elle *contrôlait politiquement les moyens de production sans les posséder*. Cependant, ce contrôle permettait aux bureaucrates une existence parasitaire où ils pouvaient s'approprier de nombreux privilèges. Ainsi, ils savaient de plus en plus les relations de propriété prolétariennes et, par association, la base productive de la société. ^[18]

Dans le domaine de la politique mondiale, la dictature stalinienne était un facteur conservateur. Certes, Moscou (et Pékin, jusqu'à la visite de Nixon en 1972) se heurtait parfois à l'impérialisme et aidait les peuples opprimés qui résistaient aux États-Unis. Mais, avant tout, les États staliniens jouaient un rôle pacificateur dans la lutte de classe mondiale. Le désir de maintenir le statu quo avec la bureaucratie au pouvoir dans les États staliniens a poussé Moscou et Pékin à rechercher des accords avec les puissances impérialistes et, dans les pays où ils n'étaient pas au pouvoir, des alliances avec des secteurs de la bourgeoisie.

Ainsi, en Union soviétique, des décennies de régime stalinien ont étouffé toute voix critique et imposé un repos funèbre à la société. Cette absence de démocratie ouvrière a aliéné les travailleurs des

moyens de production, provoqué un manque d'initiative et d'engagement, permis une mauvaise gestion bureaucratique et entraîné une stagnation économique.

Dans son analyse du stalinisme, Trotsky a caractérisé l'Union soviétique sous la dictature stalinienne comme une "*société de transition*". Il expliquait que de tels États étaient bloqués dans la transition du capitalisme au socialisme en raison de la domination de bureaucraties contre-révolutionnaires qui bloquaient l'avancée de la révolution socialiste tant au niveau national qu'international. Comme Trotsky l'avait prédit dans ses écrits, ces États étaient et ne pouvaient être que des phénomènes de transition : ils devaient soit avancer par le biais d'une *révolution politique* contre la bureaucratie, soit reculer par le biais d'une contre-révolution sociale et de la restauration du capitalisme. ^[19]

Cependant, si la bureaucratie stalinienne était mauvaise dans la gestion de l'économie, elle était assez efficace dans la répression des travailleurs. Par conséquent, lorsque les secteurs dominants de la bureaucratie ont abandonné leur défense de l'économie nationalisée et ont commencé à restaurer les relations de propriété capitalistes en 1989-91, la classe ouvrière était dans une situation difficile où elle manquait d'expérience politique et, surtout, d'une direction révolutionnaire. ^[20]Cela aurait pourtant été la condition préalable décisive pour transformer la crise en une révolution politique victorieuse. Une telle révolution aurait pu ouvrir la voie à la libération du peuple, à la relance de l'économie nationalisée et à la stimulation du processus de révolution mondiale. Mais comme les conditions préalables nécessaires faisaient défaut, l'État ouvrier dégénéré a implosé, et un processus de révolution politique s'est soldé par une défaite et s'est transformé en une contre-révolution sociale.

III. Les conséquences sociales et économiques dévastatrices de la restauration capitaliste

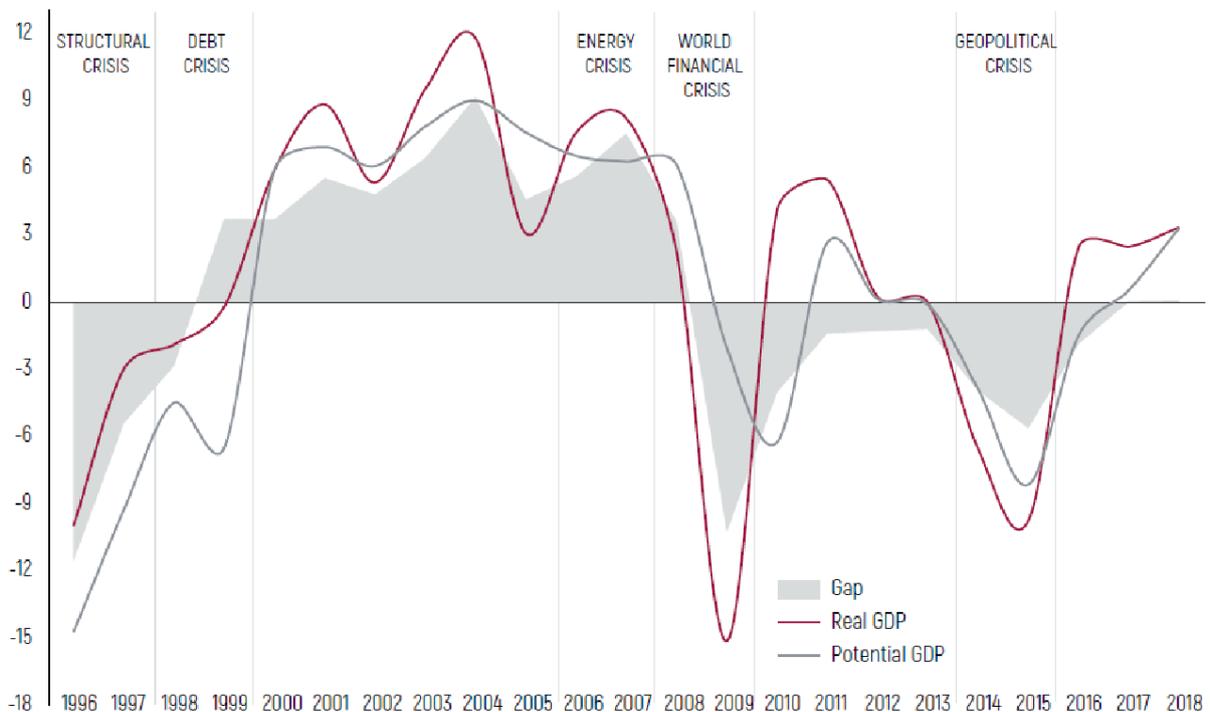
L'effondrement des relations de propriété prolétariennes en 1991 et la restauration du capitalisme ont eu des conséquences dévastatrices pour les pays touchés. Il a ouvert un processus de destruction économique et de détérioration épouvantable des conditions de vie des masses populaires.

Ce fut également le cas en Ukraine. Le tableau 1 montre qu'au cours des cinq premières années seulement, le produit intérieur brut (PIB) et la production industrielle se sont effondrés de près de 50 % - une catastrophe à tous points de vue. Depuis lors, l'économie ukrainienne a connu un processus très fragile de hauts et de bas (voir figure 1).

Tableau 1. Effondrement du PIB et de la production industrielle en Ukraine, 1991-1995 (en pourcentage) ^[21]

	1991	1992	1993	1994	1995	Cumulatif
PIB	-11,9%	-17,0%	+4,2%	-2,5%	-11,8%	-49,7%
Production industrielle	+4,8%	-6,4%	-8%	-27,8%	-11,5%	-48,3%

Figure 1. Évolution du PIB de l'Ukraine de 1996 à 2018, croissance annuelle en pourcentage ^[22]



Le cycle de déclin spectaculaire de l'économie ukrainienne a duré jusqu'en 1999. Bien qu'il ait pu être stoppé à un moment donné, l'économie ukrainienne n'a jamais retrouvé les niveaux de 1991 jusqu'à aujourd'hui. Comme le montre le tableau 2, son PIB en 1999 ne représentait que 44,7 % de son niveau de 1991. Un autre économiste fournit des données indiquant qu'en 2000, le PIB réel de l'Ukraine était tombé à 43 % de son niveau de 1990. ^[23] Ce chiffre est remonté tant bien que mal à 73 % en 2006, 76,2 % en 2013 et s'est à nouveau effondré à 69,6 % en 2018. ^[24] En d'autres termes, l'économie de l'Ukraine a décliné d'une manière si dramatique qu'au cours des trois décennies depuis le début de la restauration capitaliste, elle n'a presque jamais dépassé le niveau des $\frac{3}{4}$ de la production d'avant 1991 !

Tableau 2. La crise chronique de l'économie ukrainienne depuis la restauration du capitalisme en 1991 : PIB à prix constants (1991 = 100) ^[25]

Année	1999	2006	2013	2018
Niveau (1991 = 100)	44.7	73	76.2	69.6

Parallèlement, les investissements ont massivement diminué, en particulier dans l'industrie lourde et l'extraction des matières premières. En conséquence, une part croissante de son stock de capital est devenue obsolète. Un économiste ukrainien a calculé qu'au cours de la période 1991-99, la production industrielle brute a chuté de -49,1% et les investissements en capital de -77,9%. ^[26]

La crise structurelle de l'Ukraine après la restauration du capitalisme a également entraîné un processus massif de désindustrialisation. Le pays disposait d'une base développée non seulement dans l'exploitation minière et la production de fer et d'acier, mais aussi d'une industrie sophistiquée dans des secteurs tels que la défense, l'automobile, l'aéronautique, l'aérospatiale et la construction navale. Cependant, une grande partie de ces industries ont été fermées ou réduites de manière drastique depuis 1991. Entre 1991 et 1998, l'utilisation des capacités dans l'industrie a diminué pour atteindre 50-51%. ^[27]

En conséquence, la part de l'industrie manufacturière, respectivement de l'ensemble du secteur industriel, dans la production économique totale a été massivement réduite. ^[28] Alors que la part de l'industrie dans le PIB de l'Ukraine était de 52,6 % en 1992 (fabrication : 44,6 %), cette part est tombée à 30,8 % en 2000 (fabrication : 16,3 %), à 22,7 % en 2013 (fabrication : 11,3 %) et à 22,6 % en 2019 (fabrication : 10,8 %). En d'autres termes, la part de l'industrie et de la fabrication dans la production du pays a diminué de $\frac{3}{5}$ resp. $\frac{3}{4}$ en seulement deux décennies ! (Voir tableau 3)

Tableau 3. Part de l'industrie et de l'industrie manufacturière dans le PIB de l'Ukraine, 1992-2019 ^[29]

	1992	2000	2013	2019
Part de l'industrie	52.6%	30.8%	22.7%	22.6%
Part de l'industrie manufacturière	44.6%	16.3%	11.3%	10.8%

Logiquement, ce processus de régression économique et sociale a eu des conséquences dévastatrices pour la population. Le chômage, qui n'existait pas dans les conditions de l'économie planifiée d'avant

1991, a augmenté de façon spectaculaire. En avril 1999, la Banque mondiale a estimé le taux de chômage réel à 30 % en Ukraine. ^[30]Officiellement, le taux de chômage était de 9,6 % en 2009 et a encore augmenté par la suite. ^[31] Alors que 26,4 % de la population vivait sous le seuil de pauvreté national en 2000, cette proportion est restée pratiquement la même en 2013 (24,5 %). ^[32]

Parallèlement à l'établissement de relations de propriété capitalistes, l'inégalité des revenus est devenue une caractéristique essentielle de la société ukrainienne. En 2010, le décile des 10 personnes les plus riches de la population ukrainienne contrôlait 21 % du revenu total, tandis que le décile le plus pauvre ne disposait que de 4,4 %. ^[33]

En conséquence de ce processus dévastateur, la dépression, les problèmes de santé, l'alcoolisme et la toxicomanie, le suicide, les maladies infectieuses, etc. se sont répandus de façon spectaculaire dans la population. L'espérance de vie en général a diminué de 70,5 à 67 ans entre 1991 et 1995 et celle des hommes est passée de 66 ans en 1989 à 62,8 ans. Dans le même temps, le taux de mortalité infantile a augmenté de 13,0 (1990) à 15,0 (1995). ^[34]

Bien que la situation se soit améliorée par la suite, l'espérance de vie était toujours au même niveau en 2020 qu'en 1991 (71 ans) - pire que dans tous les autres pays d'Europe. ^[35] Le taux de mortalité du pays (pour 1 000 personnes) est passé de 11 (1989) à 17 (2005) et à 16 (2020). ^[36] Dans le même temps, le taux de fécondité (naissances par femme) en Ukraine a diminué de 2 (1988) à 1,1 (2001) et 1,2 (2020). ^[37]

Le résultat inévitable d'un tel processus de décomposition sociale sans précédent a été que la population de l'Ukraine est passée de 52 millions en 1991 à environ 42 millions en 2020, soit une baisse de près de 20 %. ^[38] Même l'OCDE, une institution économique impérialiste clé qui ne se laisse pas de propager les avantages du marché libre, a été forcée de constater : "*L'Ukraine connaît un vieillissement et un déclin de sa population depuis son indépendance en 1991. Au cours de la période 2000-16, la population en âge de travailler (c'est-à-dire les 15-64 ans) a diminué de 7,8%, tandis que la population dans son ensemble a diminué de 8,1%. La population ukrainienne est déjà plus âgée que celle de la plupart des pays de l'OCDE : le groupe des 65 ans et plus représentait 21 % de la population en 2016.*" ^[39]

En résumé, le bilan de la restauration capitaliste en Ukraine - l'un des pays les plus peuplés d'Europe - est dévastateur. Bien sûr, ce processus a été aggravé aujourd'hui bien davantage par l'actuelle guerre d'agression russe. Mais, comme nous l'avons montré plus haut, le pays avait été rejeté massivement avant même le début du conflit puisque son économie n'avait atteint en 2013 - plus de deux décennies après la restauration du capitalisme et avant le début des hostilités avec la Russie - que 76% de son niveau de 1991. L'Ukraine a connu un processus de régression sociale et économique car elle a été détruite par les forces maléfiques du capitalisme et de l'impérialisme.

IV. La déformation semi-coloniale du capitalisme ukrainien depuis 1991

Après l'effondrement du stalinisme et de l'économie planifiée bureaucratique, des relations de propriété capitalistes ont été établies en Ukraine. Cependant, le capitalisme n'a pas, et ne pouvait pas, se développer "organiquement". Au contraire, la loi capitaliste de la valeur a été mise en œuvre par la force combinée des institutions impérialistes étrangères (gouvernements, banques et sociétés occidentales) et des oligarques nationaux. Le résultat a été un vol éhonté et la création d'une économie capitaliste dépendante dominée par les puissances et les monopoles impérialistes.

1) Les oligarques : la création d'une bourgeoisie compradore

Comme dans d'autres pays ex-staliniens d'Europe de l'Est, les gouvernements pro-capitalistes ont mis en œuvre une politique néo-libérale de privatisation après 1991. Selon les statistiques officielles, à la fin de 1999, les entreprises privatisées représentaient environ 71% de la production industrielle et plus de 50% de l'emploi industriel. ^[40]

Le processus de privatisation a abouti à un processus de monopolisation, c'est-à-dire à la création d'un petit nombre de sociétés qui contrôlent les secteurs clés de l'économie. En février 1998, les 200 plus grandes entreprises d'Ukraine représentaient 90 % de la production industrielle. ^[41]

Dans la période précédant le début de la guerre en février 2022, le gouvernement Zelensky a tenté de poursuivre et d'étendre le processus de privatisation. En mars 2021, le parlement ukrainien a adopté une loi qui annulait une interdiction antérieure de la privatisation des entreprises publiques (SOE). Cela faisait suite à une loi antérieure de 2019 qui réduisait le nombre de ces entreprises jugées "stratégiques" et, par conséquent, exemptées de vente. En 2020, l'Ukraine a entamé un processus qui permettrait la privatisation partielle des entreprises d'État, notamment Naftogaz, MainGasPipelines of Ukraine, UkrTransGaz et d'autres sociétés impliquées dans le secteur de l'énergie. Toutefois, le Parlement a précisé la loi en 2021 en établissant une liste de 659 entreprises de ce type - principalement dans les secteurs de l'énergie, de la défense et de l'aérospatiale, des chemins de fer nationaux ou des services postaux - qui continueraient d'être exemptées de privatisation. ^[42]

Le résultat de ce processus de privatisation a été qu'un petit groupe de capitalistes super riches - les oligarques - s'est emparé des entreprises les plus précieuses. Selon une étude récemment publiée par un groupe de réflexion néolibéral américain - qui peut difficilement être accusé de préjugés pro-socialistes - "*les 100 personnes les plus riches d'Ukraine contrôlaient près de 25 % de l'économie ukrainienne d'avant-guerre. De nombreux oligarques contrôlent des sociétés de portefeuille tentaculaires et diversifiées qui comprennent des entreprises énergétiques, minières, métallurgiques et médiatiques. Par le passé, cette domination économique a permis aux oligarques d'exercer une influence politique démesurée en finançant largement certains partis politiques.*" ^[43]

Ce processus d'enrichissement d'un petit groupe de nouveaux capitalistes est allé de pair avec une fuite massive de capitaux et un vulgaire vol. Les économistes ont estimé le montant des capitaux ukrainiens à l'étranger en 1996 entre 25 et 50 milliards de dollars. ^[44] Ce processus se reflète également

dans les destinations particulières de ce qui est censé être des "investissements" à l'étranger par les capitalistes ukrainiens. Selon les statistiques officielles, plus de 90% du total des investissements étrangers de l'Ukraine ont été enregistrés à Chypre - un paradis fiscal bien connu et une destination pour la fuite des capitaux. ^[45]

Bien sûr, certains de ces "investissements" à l'étranger sont revenus sous forme d'investissements étrangers en Ukraine (un phénomène que nous avons également observé en Russie - le "round-tipping" (arrondir les angles) du capital). ^[46] Toutefois, comme nous le verrons plus loin, le stock d'investissements directs étrangers (IDE) en Ukraine est tellement supérieur aux IDE ukrainiens à l'étranger qu'il est évident que les capitalistes ukrainiens ne jouent qu'un petit rôle dans ces investissements "étrangers" dans leur pays.

Une autre forme de fuite de capitaux est une forme spécifique d'exportations. Dans une étude très intéressante, un groupe d'économistes progressistes en Ukraine autour du *Centre de recherche sociale et du travail* a calculé le montant d'argent qui avait été sorti clandestinement du pays par les capitalistes nationaux via les soi-disant "exportations de marchandises". *"Pour résumer les données, les exportations ukrainiennes uniquement vers des pays intermédiaires tels que les îles Vierges britanniques, Chypre, les Émirats arabes unis, la Suisse et le Liban en 2012-14 et les 9 premiers mois de 2015 ont atteint 83,1 milliards d'UAH (Hryvnia, la monnaie de l'Ukraine, Ndlr), soit 50 % de toutes les exportations de marchandises, dont seulement l'équivalent de 2,57 milliards de dollars (1,5 %) ont été consommés dans ces pays. Étant donné que ces pays ne sont pas les seuls à faire transiter les exportations ukrainiennes, nous pouvons affirmer avec certitude que plus de la moitié des exportations de marchandises de l'Ukraine passent par des territoires à faible fiscalité, et que la plupart des bénéfices des exportateurs ukrainiens s'accumulent sur leurs comptes dans les banques de ces pays ; pendant ce temps, le budget perd des sommes considérables en impôts sur les sociétés."* ^[47]

Comme nous le voyons, ce petit groupe d'oligarques utilise sa richesse principalement non pas pour accumuler du capital dans l'économie nationale, mais plutôt pour s'enrichir de manière parasitaire dans des paradis fiscaux étrangers. Dans le même temps, ils ont joué un rôle clé dans la transformation de l'économie ukrainienne afin qu'elle devienne un serviteur des besoins du capital mondial. En d'autres termes, les oligarques sont la version ukrainienne d'une *bourgeoisie compradore* qui est un phénomène familier dans de nombreux autres pays capitalistes semi-coloniaux. Il s'agit d'une classe capitaliste qui pille l'économie nationale et qui vit de façon parasitaire de ses richesses volées et parquées dans des paradis fiscaux à l'étranger.

De par leur nature même, les oligarques sont étroitement liés aux monopoles impérialistes. Dans cette relation, ils sont la partie subordonnée car ils sont complètement dépendants des monopoles impérialistes et des grandes puissances. C'est le cas principalement pour deux raisons. Premièrement, ils comptent sur la protection et le secret de leur richesse parquée dans des institutions financières internationales (contrôlées pour la plupart par les puissances occidentales). Et deuxièmement, leurs profits dépendent dans une large mesure des accords commerciaux qu'ils peuvent conclure avec les monopoles.

Enfin, il convient de noter que les oligarques ont joué un rôle direct très influent dans la politique en Ukraine - contrairement à la Russie et aux autres pays de l'ex-URSS. Petro Porochenko, le prédécesseur de Zelensky à la présidence de 2014 à 19, était surnommé le "roi du chocolat" car il était milliardaire et propriétaire, entre autres, d'une entreprise de confiserie. En 2002, il a été estimé que 300 des 450 membres du Parlement étaient millionnaires en dollars. Une telle position ne présente pas

seulement l'avantage d'avoir un rôle direct dans la législation, mais aussi de fournir une immunité juridique contre les poursuites - un avantage à ne pas sous-estimer pour les hommes d'affaires soucieux d'échapper aux impôts et de faire sortir l'argent du pays en fraude ! ^[48]

En résumé, les oligarques - la couche supérieure de la classe capitaliste ukrainienne - ont joué un rôle clé dans l'avancement de la déformation semi-coloniale du capitalisme ukrainien.

2) Un fournisseur semi-colonial de matières premières pour le marché mondial capitaliste.

Une caractéristique essentielle de la restauration capitaliste en Ukraine a été l'intégration rapide de son économie dans le marché mondial dominé par l'impérialisme. Dès la fin des années 1990, le ratio commerce/PIB (qui reflète la part combinée des exportations et des importations annuelles dans la production) se situait entre 90 et 110 %. Par la suite, ce chiffre s'est stabilisé à environ 75-80 %. ^[49] Il s'agit d'un degré d'intégration au marché mondial capitaliste nettement supérieur à celui de la plupart des autres pays du monde.

La part des exportations dans le PIB a doublé entre 1993 et 1998 pour atteindre plus de 40 % et a augmenté pour atteindre environ 60 % en 2000. ^[50] Il est révélateur que la part des exportations ukrainiennes dans le total du commerce mondial soit passée de 0,3 % en 1995, à 0,35 % en 2005, et à 0,45 % en 2011. Dans le même temps, la part du pays dans le PIB mondial n'était que d'environ 0,22 %. En d'autres termes, la part de l'Ukraine dans les exportations mondiales était deux fois plus élevée que sa part dans la production mondiale. ^[51]

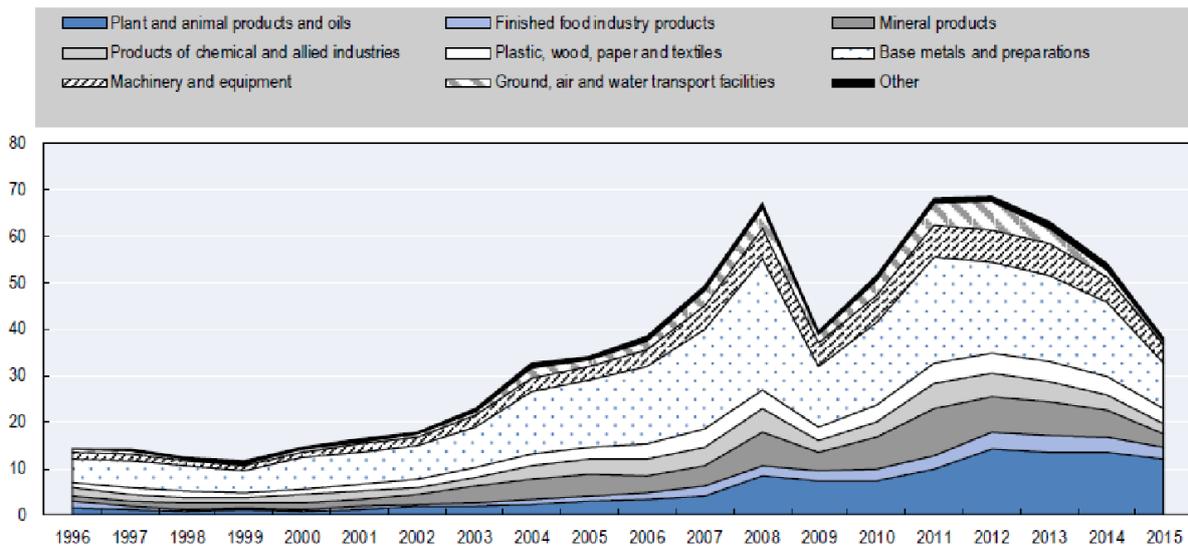
Anton Oleinik, professeur dans une université canadienne, commente : *"Depuis le milieu des années 1990, lorsque le président Koutchma a mis en œuvre des politiques de "thérapie de choc", l'Ukraine est l'une des économies les plus ouvertes du monde, la part du commerce extérieur (exportations et importations combinées) dépassant constamment le volume de son PIB. La thérapie de choc de Koutchma est considérée comme plus radicale et plus proche des normes du néolibéralisme que les réformes menées par le gouvernement de Boris Eltsine et de Yegor Gaidar au début des années 1990 en Russie."* ^[52]

Cependant, depuis le début, l'Ukraine est entrée sur le marché mondial capitaliste en tant que fournisseur de produits primaires et semi-finis pour les économies impérialistes. Au cours des trois dernières décennies, cette position subordonnée s'est encore renforcée.

Au cours de la première période, les matières premières industrielles ont joué un rôle de premier plan dans les exportations de l'Ukraine. La part des métaux ferreux et non ferreux est passée d'environ 30% au début de 1996 à 40% en 2001. ^[53] Dans les exportations ukrainiennes vers des pays autres que l'ex-URSS, cette part était même supérieure à 50%. ^[54]

Toutefois, par la suite, le rôle du fer et de l'acier dans les exportations de l'Ukraine a diminué, tandis que celui des produits agricoles a augmenté. Entre 2008 et 2015, la part des métaux de base dans les exportations du pays est passée de 42 % à seulement 26 %. De même, la part des produits industriels a été réduite de 73,6 % à 57,4 % entre 2008 et 2013. Dans le même temps, la part des produits agricoles primaires - comme le blé, l'orge, le colza et le maïs - a triplé, passant de 12 % en 2008 à 32 % en 2015. (Voir figure 2) ^[55] Ces dernières années, les exportations agricoles ont encore augmenté et représentaient environ 41 % des exportations totales de l'Ukraine en 2021. ^[56]

Figure 2. Composition des exportations de l'Ukraine, 1996-2015 ^[57]



Comme indiqué, la plupart des exportations de produits manufacturés sont essentiellement constituées de métaux de base. L'OCDE a observé en 2018 que "les exportations de produits manufacturés sophistiqués sont minimales et consistent principalement en wagons de chemin de fer, pièces et composants d'avions." ^[58] C'est le résultat de l'effondrement susmentionné de l'industrie manufacturière nationale en raison du processus de privatisation et de mondialisation. "En 2017 par rapport à 2013, l'exportation de véhicules ferroviaires a été réduite de 91%, et dans le cas des produits de l'industrie des machines - de 54%." ^[59] Antonow - le célèbre producteur d'avions - n'avait pas construit un seul avion depuis 2015. ^[60]

Les autres industries produisent dans une large mesure non pas pour le marché intérieur mais plutôt pour l'exportation. Selon l'étude précitée du *Centre de recherche sociale et du travail* basé à Kiev, six industries qui représentaient ensemble 41,9 % de la production industrielle totale en 2014, ont vendu plus de la moitié de leurs produits (54,3 %) à l'étranger. ^[61]

Il est vrai que l'économie ukrainienne compte également des secteurs modernes et hautement qualifiés, comme les technologies de l'information et de la communication (TIC). Avant la guerre, ce secteur représentait jusqu'à 4 % du PIB et la main-d'œuvre ukrainienne dans le domaine des TIC était classée au quatrième rang mondial. Les experts ukrainiens ont créé l'application *Diia*, qui automatise les services gouvernementaux tels que les permis de conduire, les carnets de vaccination Covid-19 et les passeports, et qui a également été adaptée avec succès aux conditions de la guerre (par exemple, pour aider les réfugiés et les personnes déplacées, mais aussi pour localiser les activités militaires russes). En conséquence, la valeur des exportations numériques de l'Ukraine est passée de moins d'un milliard de dollars par an en 2011 à plus de 6,8 milliards de dollars en 2021, ce qui représente une augmentation de la part des exportations totales de 1,6 % (2013) à un peu plus de 10 % (2021). ^[62]

Néanmoins, cela reste une petite partie de l'économie et du commerce du pays et ne peut guère provoquer une puissante tendance compensatoire contre la déformation semi-coloniale de l'économie ukrainienne. La réduction des composants de haute et moyenne technologie dans les exportations ukrainiennes au cours des années qui ont précédé le début de la guerre en est une autre preuve. (Voir tableau 4) Et compte tenu des conditions de l'horrible guerre, il est beaucoup plus probable que les

monopoles impérialistes incitent les travailleurs ukrainiens des TIC à partir à l'étranger en tant que migrants au lieu de moderniser l'économie du pays.

Tableau 4. Ukraine : Part des exportations de biens dont la production utilise des technologies de haut et moyen niveau dans les exportations totales de biens, 2013-2018 (en %) ^[63]

2013	2014	2015	2016	2017	2018
24.4%	20.4%	19.2%	17.3%	16.8%	17.0%

Si la part des exportations vers l'Union européenne a augmenté massivement, elle s'est également heurtée à des obstacles importants, les gouvernements impérialistes étant désireux de protéger leurs propres industries. Dans le même temps, l'UE a forcé l'Ukraine à ouvrir son marché intérieur à ses propres exportations. Marko Bojcun, un universitaire ukrainien progressiste, écrit : *"Dans les années 1990, l'Ukraine a réduit la part de son commerce avec la Russie d'environ 80 à 55 %. Mais son commerce avec les États d'Europe centrale qui adhéraient à l'UE a été simultanément réduit de 20 à 10 pour cent, tandis que le commerce avec les États membres de l'UE a augmenté d'environ 6 à 20 pour cent. (...) La structure de ses liens commerciaux avec l'UE était insatisfaisante dans la mesure où le régime protectionniste de l'UE empêchait l'Ukraine d'importer les produits pour lesquels elle disposait d'avantages concurrentiels (acier, produits chimiques, denrées alimentaires, textiles) et à partir desquels elle aurait pu générer des revenus pour les investissements productifs et la modernisation de son économie. En outre, la proportion des exportations ukrainiennes faisant l'objet d'enquêtes antidumping a augmenté dans les années 1990, passant d'environ quart à plus d'a tiers. (...) Au cours des années 1990, environ 60 % du marché du commerce de détail en Ukraine a été capté par des fournisseurs étrangers de biens excédentaires et de second ordre qui ne pouvaient être vendus dans leur pays d'origine."* ^[64]

Le même auteur cite un journal ukrainien qui commentait désespérément en 1996 : *"Nous n'avons pas seulement perdu le marché étranger ; nous avons presque perdu le nôtre... Un des supermarchés de Kiev vend maintenant des varenyky (boulettes de pommes de terre, un plat traditionnel ukrainien), et ils sont fabriqués à Brooklyn, New York !"* ^[65]

Il n'est donc pas surprenant que la composition des exportations de l'Ukraine se soit considérablement modifiée. Alors qu'elle exporte principalement des produits primaires et semi-finis vers l'UE, elle importe surtout des produits transformés. En 2016, les exportations de l'Ukraine vers l'UE étaient composées de métaux de base et d'articles en découlant (22,1% du total), de produits végétaux (16,1%), de produits minéraux (12,8%) et de machines et appareils (11,5%). En revanche, l'Ukraine a importé de l'UE principalement des machines et des appareils (26,1%), puis des produits des industries chimiques ou connexes (16,8%), des équipements de transport (10,7%) et des matières plastiques, du caoutchouc et leurs articles (7,1%). ^[66]

Il convient de noter que la composition des exportations de l'Ukraine était devenue - bien avant le début de la guerre et même avant les événements de 2014 - plus arriérée que celle d'un pays semi-colonial moyen. Si nous comparons la part des exportations de haute technologie dans les exportations totales de l'Ukraine avec celles d'autres pays à revenu moyen et faible, nous constatons ce qui suit : dans le cas de l'Ukraine, cette part a vacillé entre 2000 et 2013 autour de 5% alors que la moyenne des pays à revenu moyen et faible se situait entre 17 et 20%. ^[67]

De nombreux observateurs ukrainiens critiquent la transformation de leur pays en fournisseur de produits de base pour les pays riches. Les économistes du *Centre de recherche sociale et du travail* commentent à juste titre : "*En général, ces tendances s'accordent avec la logique générale d'incorporation de l'Ukraine dans le marché mondial en tant que fournisseur de matières premières, qui a été suivie au cours des deux dernières décennies.*" [68]

Même les économistes bourgeois d'Ukraine notent cette évolution avec beaucoup de mécontentement. Oleh Havrylyshyn - un économiste ukrainien qui a été, entre autres, vice-ministre des finances et représentant de l'Ukraine au FMI, et qui est, sans surprise, un admirateur non dissimulé du néolibéralisme - se sent obligé de rapporter : "*Néanmoins, les écrits ou les proclamations des fonctionnaires sur ce que l'Ukraine devrait exporter ne manquent pas, avec une forte tendance à dire qu'il y a trop d'exportations à faible valeur ajoutée basées sur les ressources naturelles, et pas assez de produits sophistiqués et de haute technologie. Gonchar et Babirad-Lazunin suggèrent que l'Ukraine "est devenue un appendice agraire de l'Union européenne et de la Fédération de Russie... [et] bien que le potentiel scientifique et technologique du pays soit très apprécié dans les enquêtes internationales... les exportations de haute technologie sont très faibles". De même, Sleptsova note que les exportations ukrainiennes ont une forte intensité de ressources, le fer et l'acier représentant bien plus d'un tiers. Les programmes et proclamations du gouvernement regorgent de références analogues, décrivant la part élevée de produits simples, basés sur les ressources et à faible valeur ajoutée, et soulignant les dotations en capital humain avancé de l'Ukraine, ce qui implique que la structure correcte des exportations devrait contenir des produits beaucoup plus sophistiqués. Les lecteurs familiers de l'économie du développement reconnaîtront cette image commune des pays à faible revenu relégués aux exportations agricoles ou de ressources.*" [69]

En résumé, les changements dans la composition du commerce de l'Ukraine ont fait du pays avant tout un fournisseur de produits primaires et semi-finis pour les économies impérialistes. Au cours des trois dernières décennies, il a pris une position subordonnée sur le marché mondial, ce qui est caractéristique d'une semi-colonie capitaliste .

Comme nous l'avons expliqué dans notre livre "*The Great Robbery of the South*", l'Ukraine - comme beaucoup d'autres pays semi-coloniaux - est confrontée dans cette position aux conditions désavantageuses de l'échange inégal sur un marché mondial dominé par l'impérialisme. Lorsque les marchandises des pays les plus développés (impérialistes) et celles des pays moins développés (semi-coloniaux) sont échangées sur le marché mondial, la loi de la valeur permet au capital impérialiste de réaliser un profit supplémentaire grâce à un échange inégal. Ses marchandises moins chères battent les marchandises plus chères des pays semi-coloniaux, forçant ces derniers à vendre leurs marchandises en dessous de leur valeur, etc. Par conséquent, le capital le plus fort (impérialiste) peut vendre ses marchandises *au-dessus de* son prix de production et reste toujours moins cher sur le marché mondial que le capital le moins compétitif (semi-colonial). Ce dernier est contraint de vendre ses marchandises *en dessous de* son prix de production et reste souvent plus cher sur le marché mondial que ses rivaux impérialistes. [70]

Par conséquent, le capital le plus fort (impérialiste) réussit à s'approprier une partie de la plus-value créée par le capital le plus faible (semi-colonial). Cela signifie que l'échange inégal fournit une base importante pour un transfert massif de valeur des pays moins capitalistes vers les pays plus capitalistes.

Nous répétons qu'un tel développement n'était en aucun cas "inévitabile" puisque l'Ukraine, lorsqu'elle est devenue un Etat indépendant en 1991, n'était pas une économie "faible" ou "arriérée" mais possédait une industrie relativement avancée. La transformation de l'Ukraine en un fournisseur semi-colonial de produits primaires et semi-finis (provenant de plus en plus du secteur agricole) pour les puissances impérialistes était le résultat de la politique de restauration capitaliste. Cette politique n'est pas le fruit du "hasard" mais a été délibérément mise en avant par les grandes puissances ainsi que par le petit groupe d'oligarques, c'est-à-dire la bourgeoisie compradore avide.

3) Pris au piège de la dette extérieure

Le capital impérialiste tente toujours d'obtenir des bénéfices supplémentaires des pays plus pauvres par le biais de l'exportation de capitaux. L'une de ces formes - qui a pris une énorme importance au niveau mondial, en particulier depuis le début des années 1970 - est l'exportation de capital monétaire sous forme de prêt. Dans ce cas, les banques et autres institutions financières accordent aux pays semi-coloniaux des prêts pour lesquels ils doivent payer d'énormes taux d'intérêt. Ainsi, la dette extérieure entraîne une surexploitation impérialiste des pays semi-coloniaux.

Au début de son existence en tant qu'État indépendant, l'Ukraine n'avait aucune dette extérieure en cours. Cette situation a rapidement changé. D'un montant estimé à 1,4 milliard de dollars à la fin de 1992, l'endettement de l'Ukraine a augmenté de façon spectaculaire, atteignant un pic de 12,4 milliards de livres en 1999. ^[71] En mars 2001, ce chiffre avait grimpé à 14,07 milliards de dollars. En conséquence, le ratio dette/PIB (un indice qui compare le niveau de la dette à la production annuelle d'un pays) est passé à plus de 40 % en 1999. La dette totale en pourcentage des exportations a également augmenté, passant de 43-48% en 1994-97, à 65-77% en 1998-2000. De même, le service de la dette par rapport aux exportations (qui indique dans quelle mesure un pays peut servir ses dettes en vendant des produits de base sur le marché mondial) a augmenté de façon spectaculaire depuis 1997. ^[72]

Une grande partie de ces prêts provenait de capitalistes étrangers. Lorsque le gouvernement a commencé à offrir des bons du Trésor en 1996, les investisseurs étrangers ont inondé le marché des bons du Trésor. À la fin de 1997, ils détenaient 45 % de tous les bons du Trésor. ^[73]

Les capitalistes ukrainiens ont également contracté d'énormes emprunts, l'État se portant souvent garant de ces dettes (ce qui signifie que si l'emprunteur privé ne peut pas rembourser sa dette, l'État prend en charge les coûts). Sans surprise, les capitalistes n'ont pas pu - et souvent n'ont même pas essayé - de rembourser leurs dettes. Le *Centre de recherche sociale et du travail* rapporte : "*Selon les données fournies par la Chambre des comptes d'Ukraine, moins de 15 % des entreprises qui ont emprunté auprès de prêteurs étrangers ont payé leurs frais correctement ; environ un tiers d'entre elles n'ont même pas essayé de rembourser les prêts reçus. Il est intéressant de noter que l'écrasante majorité de cette dette consistait en l'obligation pour les entreprises ukrainiennes de payer les marchandises qu'elles importaient de l'étranger. Par conséquent, le budget de l'État a fini par subventionner les fabricants étrangers au lieu d'aider à développer la production nationale.*" ^[74]

À la fin des années 1990, l'État ukrainien se trouvait dans une situation grotesque : le coût du service (paiement des intérêts) et du remboursement des prêts garantis par l'État avait atteint 31 % du total des paiements de la dette de l'État, y compris la dette intérieure. ^[75]

Sans surprise, le gouvernement s'est révélé incapable de payer la dette accumulée. En 2000, le montant total des paiements requis au FMI a dépassé à lui seul toutes les réserves de devises de la Banque nationale d'Ukraine. Le total des paiements pour la dette publique extérieure en 2000 était deux fois plus élevé que l'année précédente, atteignant 3,7 milliards d'UAH. ^[76]

La situation s'est améliorée dans les années 2000, l'économie ayant connu une période de croissance pendant quelques années. Cette croissance était principalement due à une conjoncture du marché mondial favorable aux matières premières exportées par les entreprises ukrainiennes. En conséquence, le ratio de la dette publique par rapport au PIB a baissé avec un point bas de 12% en 2007. ^[77]

Cependant, avec le début de la grande récession en 2008, la situation de la dette s'est à nouveau détériorée de façon spectaculaire. Les capitalistes ukrainiens ont continué à contracter des prêts auprès d'institutions financières étrangères et, en conséquence, le secteur privé était confronté à une dette extérieure totale de 104 milliards de dollars, soit environ 108 % du PIB réalisé en 2009. Et 43 milliards de dollars de ce montant étaient des dettes à court terme, à rembourser en 2009. ^[78] Le pire était à venir, car la dette publique de l'Ukraine a elle aussi augmenté rapidement, atteignant un pic de 73 milliards de dollars en 2013. ^[79]

Ces évolutions ont abouti à une situation insoutenable. En 2013, le déficit des comptes courants a atteint 9,2 % du PIB, les réserves en devises couvrant à peine plus de deux mois d'importations. Le déficit budgétaire consolidé a dépassé 10 % du PIB en 2014. En conséquence, la *Hryvnia* s'est massivement dépréciée. ^[80]

Après avoir atteint un pic en 2016, la situation de la dette s'est quelque peu améliorée dans le contexte d'une reprise temporaire du cycle. Toutefois, l'endettement de l'Ukraine est resté très élevé dans les années qui ont précédé le début de la guerre en février 2022. La dette de son gouvernement central s'élevait à 58,7 % en 2020 (après avoir culminé à 71,8 % en 2016). ^[81]

Selon les données disponibles du FMI, l'encours de la dette extérieure du pays, mesuré en pourcentage de son revenu national brut (RNB), est passé de 56,9 % (2007) à 78,8 % (2013) et 123,2 % (2016), pour s'établir à 82,7 % en 2020. (Voir tableau 5)

Tableau 5. Ukraine, Stocks de la dette extérieure, 2007-2020 (% du RNB) ^[82]

2007	2013	2016	2020
56.9%	78.8%	123.2%	82.7%

En conséquence, l'Ukraine doit utiliser une part importante de ses revenus d'exportation - environ un ou deux cinquièmes - pour le service de sa dette extérieure. (Voir tableau 6)

Tableau 6. Ukraine, service de la dette totale (% des exportations de biens, services et revenus primaires), 2007-2020 (% du RNB) ^[83]

2007	2013	2016	2020
18.5%	42.3%	20.9%	23.8%

L'Ukraine est prise au piège de la dette extérieure et la situation s'aggrave dramatiquement dans les conditions actuelles de guerre et de destruction. Il ne fait aucun doute que son endettement envers les puissances impérialistes et les institutions financières va augmenter massivement. ^[84] Heidi Chow, directrice exécutive de la *campagne pour la dette du Jubilé*, a souligné la situation dangereuse et les profits gigantesques que les seigneurs de l'argent sont sur le point d'encaisser. "*Depuis l'invasion, les obligations ukrainiennes libellées en dollars, qui ont été émises dans le cadre de la restructuration de sa dette en 2015, se négocient à environ 25 cents par dollar. Cela reflète le risque élevé de défaut de paiement, mais cela*

signifie également que si l'Ukraine continue de rembourser sa dette, les banques et les fonds spéculatifs occidentaux pourraient réaliser des profits de 300 %." ^[85]

Ces chiffres sont révélateurs et démontrent que le commerce de la dette extérieure est très rentable pour les monopoles impérialistes mais très désavantageux pour les populations des pays semi-coloniaux qui doivent payer pour les extra-profits des prêteurs étrangers !

4) Investissements étrangers : le pillage impérialiste de l'Ukraine

Comme mentionné dans le chapitre précédent, le capital impérialiste tente d'obtenir des bénéfices supplémentaires des pays plus pauvres par le biais de l'exportation de capital. Si l'exportation de capital monétaire sous forme de prêts en est une forme, l'investissement étranger est un autre moyen important de s'approprier la plus-value des semi-colonies.

Étant donné le réservoir massif de forces de travail et les conditions bon marché de leur exploitation, d'une part, et la tendance à la baisse du taux de profit dans leurs pays d'origine, d'autre part, les monopoles impérialistes ont une forte incitation à exporter des capitaux vers ces pays plus pauvres. Ces marchés étrangers ne remplacent pas et ne peuvent pas remplacer le marché national pour le capital monopoliste. Mais ils peuvent constituer une source importante de profits supplémentaires, ce qui est possible étant donné le taux de profit moyen plus élevé dans ces pays.

Ces exportations de capitaux permettent aux monopoles de combiner leurs machines et technologies modernes avec une main-d'œuvre nettement moins chère. De cette façon, ils réduisent le prix de revient de leurs produits. Lorsqu'ils vendent leurs marchandises, ils peuvent le faire en dessous du prix du marché. C'est le cas tant sur le marché semi-colonial que sur le marché impérialiste. Sur le marché semi-colonial, ils peuvent vendre en dessous du prix du marché parce que les travailleurs faiblement rémunérés ont produit les marchandises de manière plus efficace et plus productive grâce aux machines plus modernes que les monopoles utilisent par rapport à leurs rivaux capitalistes semi-coloniaux. Sur le marché impérialiste, ils peuvent vendre au-dessous du prix du marché parce qu'ils ont dû payer beaucoup moins pour les salaires des travailleurs dans les semi-colonies que leurs rivaux sur le marché impérialiste. Par conséquent, ils réalisent un profit supplémentaire bien supérieur à la moyenne et, si une partie de ce profit peut être réinvestie dans les pays semi-coloniaux, une proportion significative sera reversée aux propriétaires dans les pays impérialistes.

Dans la première période des années 90, l'exportation de capitaux étrangers sous forme d'investissements directs en Ukraine était relativement faible (par rapport aux prêts étrangers, comme nous l'avons vu dans le chapitre précédent). À la fin de 1998, les IDE cumulés par habitant en Ukraine s'élevaient à peine à 49 dollars, contre 1 745 dollars en Hongrie, 822 dollars en République tchèque, 595 dollars en Pologne et 102 dollars en Russie. Au début de 1999, l'Ukraine avait accumulé des IDE d'à peine 2,43 milliards de dollars, soit encore moins que de petits pays comme la Moldavie, le Turkménistan et la République kirghize. ^[86]

Néanmoins, les capitalistes étrangers ont fait des percées importantes dans l'économie ukrainienne. Comme le montre le tableau 7, une part croissante des banques ukrainiennes a été investie par des capitalistes étrangers.

Tableau 7. Nombre et propriété des banques en Ukraine, 1991-2000 ^[87]

	1992	1994	1996	1998	2000
Nombre total de banques	133	228	229	214	195
Banques avec investissement de capitaux étrangers	-	12	14	28	31

Au cours des années 2000, notamment après la *révolution orange* de 2004, les investissements étrangers en Ukraine se sont accélérés. Les flux d'IDE ont augmenté d'une moyenne composée de 43,9 % entre 2000 et 2008, soit l'un des taux de croissance les plus élevés d'Europe. ^{2[88]} En 2012, les flux d'IDE vers l'Ukraine représentaient plus de 4 % du PIB. ^[89]

En conséquence, la part des capitaux étrangers dans les banques ukrainiennes est passée de 13 % en 2004 à plus de 50 % en 2009. ^[90] Marko Bojcun écrit : *"En avril 2009, la majorité des actifs de sept des dix plus grandes banques étaient détenus par des étrangers. Les banques d'État ukrainiennes, quant à elles, détenaient moins d'un huitième des actifs bancaires du pays. En raison de cette situation, il était de plus en plus difficile pour la Banque nationale d'appliquer la politique monétaire pendant la période d'expansion. Et au moment de la crise, alors que le secteur privé devait plus de 100 milliards de dollars à des créanciers étrangers, ces banques privées ont fait pression sur le gouvernement pour qu'il les sauve en contractant un prêt de 16 milliards de dollars auprès du FMI et qu'il transforme leurs créances douteuses en un passif public."* ^[91]

À la suite de la crise de 2008-2009, certaines banques étrangères ont quitté le marché ukrainien ou ont réduit leur engagement. Par conséquent, la part globale du capital bancaire détenu par des étrangers a diminué mais est restée à un niveau élevé de 34% en 2014. (Voir tableau 8) ^[92]

Tableau 8. Structure de propriété du secteur bancaire, 2008-14 ^[93]

	2008	2010	2012	2014
Entreprises publiques nationales	11%	14%	17%	22%
Privé domestique	40%	44%	54%	47%
Privé étranger (y compris russe)	42%	33%	21%	21%
Propriété de l'État russe	7%	8%	8%	10.3%

Par rapport aux autres pays d'Europe de l'Est, les capitaux étrangers jouent un rôle moins important parmi les plus grandes entreprises. Par exemple, en 2014, parmi les 170 plus grandes entreprises de Pologne, 90 (53 %) étaient à capitaux étrangers, représentant 43 % de leur chiffre d'affaires cumulé. En revanche, seules 7 des 32 (22%) plus grandes entreprises ukrainiennes étaient à capitaux étrangers, représentant 13% de leur chiffre d'affaires cumulé. (Voir tableau 9) ^[94]

Pourtant, les capitalistes étrangers jouent un rôle important dans l'économie ukrainienne, comme le note une étude de l'OCDE publiée en 2016 : *" Néanmoins, les entreprises à capitaux étrangers en sont également venues à jouer un rôle important dans l'économie de l'Ukraine. En 2012, les entreprises multinationales (EMN) de l'Union européenne comptaient environ 200 000 salariés en Ukraine, tandis que les EMN des États-Unis d'Amérique employaient environ 26 000 salariés. Les entreprises à capitaux étrangers dominent la téléphonie mobile : les opérateurs mobiles déploient actuellement leur réseau 3G dans tout le pays. Elles sont également des acteurs de premier plan dans l'agroalimentaire, les produits de consommation, la banque et la distribution de détail. Arcelor Mittal possède l'une des plus grandes entreprises sidérurgiques intégrées d'Ukraine."* ^[95]

Tableau 9. Propriété des plus grandes entreprises ukrainiennes en fonction du chiffres de vente, 2012-14 ^[96]

<i>Statut</i>	<i>Chiffre de vente (part du total)</i>		
	<i>2012</i>	<i>2013</i>	<i>2014</i>
Local	59,679 (53%)	63,714 (54%)	42,612 (55%)
Propriété de l'État	37,059 (33%)	32,399 (28%)	25,504 (33%)
Étranger	15,356 (14%)	21,274 (18%)	9,870 (13%)
Total	112,095	117,386	77,985

Compte tenu du faible niveau d'accumulation de capital en Ukraine, les investissements étrangers jouent un rôle non négligeable. Les entrées annuelles d'IDE représentent bien plus de 20 % de la formation brute de capital fixe annuelle de l'Ukraine depuis 2006. Cette proportion, comme le note une étude de l'OCDE publiée en 2011, "est supérieure à la moyenne des économies en développement et en transition (14 % en 2008), y compris la Russie (15 %)." ^[97]

La plupart des entrées d'IDE correspondent à des fusions et acquisitions (F&A) dans le secteur financier, les mines et la métallurgie, les télécommunications, les matériaux de construction et l'agroalimentaire. Dans le tableau 10, nous présentons les 15 plus grandes fusions de la période 2005-2015. Comme nous pouvons le constater, les sociétés russes ont joué un grand rôle et ont été impliquées dans la moitié de ces fusions. Cependant, au total, les pays de l'UE sont la principale source d'IDE de l'Ukraine, représentant plus de 75% du stock total. ^[98]

Tableau 10. Principales opérations de fusions et acquisitions étrangères en Ukraine, 2005-2015 ^[99]

<i>Année</i>	<i>Secteur</i>	<i>Investisseur</i>	<i>Pays Source</i>	<i>Valeur (millions usd)</i>
2005	Steel	Arcelor/Mittal	Luxembourg	4,800
2005	Banking	Raiffeisen International	Autriche	1,028
2005	Banking	BNP Paribas	France	465
2005	Telecom	Vimpelcom	Russie/Pays-Bas	280
2006	Banking	Credit Agricole	France	262
2006	Banking	OTP Bank	Hongrie	821
2007	Agrifood	Pepsico	États-Unis	542
2007/08	Iron ores	Evraz	Russie	2 663
2008	Banking	UniCredit	Italie	2 076
2008	Banking	Private investor	Russie	350
2008	Banking	Intesa Sanpaolo	Italie	730
2010	Telecom	Vimpelcom	Russie/Pays-Bas	5 515
2010	Energy	TNK-BP	Russie/Royaume-Uni	313
2011	Steel	Mechel	Russie	537
2014	Banking	Alfa Bank	Russie	276

Comme nous l'avons abordé dans d'autres études, il existe des pays semi-coloniaux avancés qui, même s'ils restent en fin de compte dominés par des puissances et des monopoles étrangers,

possèdent des sociétés nationales qui réalisent des investissements importants à l'étranger. ^[100] En Ukraine, ce n'est absolument pas le cas. Certains oligarques ukrainiens peuvent réaliser des "investissements à l'étranger" mais, en général, il s'agit plutôt d'une forme de contrebande d'argent à l'étranger. Un coup d'œil aux derniers chiffres fournis par la CNUCED - tant pour les flux d'IDE que pour le stock d'IDE - montre que tout investissement étranger réalisé par les capitalistes ukrainiens est totalement négligeable par rapport aux investissements étrangers en Ukraine. (Voir tableaux 11 et 12)

Tableau 11. Flux d'IDE, Ukraine, 2016-2021 (millions de dollars) ^[101]

<i>Flux d'IDE</i>						<i>Sorties d'IDE</i>					
2016	2017	2018	2019	2020	2021	2016	2017	2018	2019	2020	2021
4055	3727	4732	6017	-36	6549	100	281	-127	842	22	-198

Tableau 12. Stock d'IDE, Ukraine, 2000-2021 (millions de dollars) ^[102]

<i>Stock d'IDE entrant</i>			<i>Stock sortant d'IDE</i>		
2000	2010	2021	2000	2010	2021
3,875	52,872	62,131	170	6,548	-295

Pour équilibrer les choses, les capitaux étrangers - tant d'Europe occidentale que de Russie - ont joué un rôle important dans l'économie ukrainienne et profitent des coûts de main-d'œuvre bon marché du pays. Ils sont présents dans le secteur bancaire ainsi que dans plusieurs secteurs productifs. En revanche, il n'existe pratiquement aucun investissement réel des capitalistes ukrainiens à l'étranger. Le fait que les monopoles impérialistes soient capables de s'approprier une plus-value de l'Ukraine confirme, une fois de plus, le statut semi-colonial du pays.

5) Migration : l'Ukraine fournit une main-d'œuvre bon marché

Une autre caractéristique importante de l'Ukraine en tant que semi-colonie capitaliste est son rôle de fournisseur de main-d'œuvre migrante bon marché. Comme nous l'avons développé dans nos travaux, la migration a toujours été une caractéristique importante de la surexploitation du monde semi-colonial par le capital monopoliste impérialiste. Cependant, ce facteur est devenu de plus en plus pertinent depuis le début de la période de crise du capitalisme au début des années 1970 et, plus encore, avec le début de la mondialisation. ^[103]

Fondamentalement, tout comme le capital monopoliste extrait des surprofits du monde semi-colonial, il y a aussi une appropriation de surprofits par la migration. Le capital impérialiste réalise des profits en payant les travailleurs migrants *en dessous de la valeur de leur force de travail* de plusieurs manières :

i) Les capitalistes peuvent exploiter les migrants en n'ayant souvent aucun coût ou seulement des coûts limités pour leur éducation puisque les migrants sont souvent éduqués dans leur pays d'origine. La valeur d'une marchandise est - comme l'a souligné l'économiste marxiste soviétique Isaac I. Rubin - non seulement le produit du travail qui y entre directement "*mais aussi du travail qui est nécessaire à la formation du travailleur dans la profession donnée.*" ^[104] Par conséquent, le capitaliste s'approprie une part de la valeur de la marchandise sans frais.

ii) Les capitalistes doivent souvent ne payer aucun coût ou seulement des coûts réduits pour la retraite et la sécurité sociale des migrants, car ceux-ci ont un accès limité aux services sociaux et, lorsqu'ils sont âgés, ils retournent souvent dans leur pays d'origine.

iii) Les capitalistes versent généralement aux migrants un salaire nettement inférieur à celui des travailleurs de la nation dominante. Les capitalistes peuvent les exploiter en tant que main-d'œuvre moins chère (par rapport à la main-d'œuvre nationale) en raison de leur position sociale caractérisée par l'oppression nationale. Cela peut être le cas en raison de leur manque de droits s'ils ne sont pas citoyens du pays impérialiste. Cela peut être le cas parce que la langue maternelle du migrant n'est pas traitée sur un pied d'égalité et qu'il est donc fortement désavantagé dans son emploi, à l'école et dans tous les autres domaines de la vie dans la société impérialiste. Ou bien ils sont opprimés par diverses formes de discrimination sociale. Ces formes d'oppression ne sont pas seulement valables pour les migrants de première génération mais aussi pour les migrants de deuxième et troisième génération.

Historiquement, il existe une importante diaspora ukrainienne depuis le 19th siècle. Les principales raisons de cette émigration massive sont les mauvaises conditions de vie et l'oppression nationale dont le peuple ukrainien a été victime, tant dans l'Empire russe que dans l'Empire des Habsbourg. Comme on le sait, le chauvinisme grand-russe n'est pas une invention de Poutine mais a ses racines historiques dans l'Empire tsariste. ^[105] Déjà à la fin du 18^e siècle, l'impératrice Catherine II écrivait dans une lettre au prince Vyazemsky : "*Nous devons éradiquer l'idée indécente [des Ukrainiens], selon laquelle ils se considèrent comme une nation entièrement différente de cette nation [russe]. La Petite Russie, la Livonie et la Finlande sont des provinces régies par des privilèges qui leur ont été confirmés ; il ne serait pas bon de les violer tous à la fois, mais néanmoins les appeler des (nations) étrangères et les traiter sur cette base est plus qu'une erreur, c'est de la pure stupidité. Ces provinces, ainsi que la Smolensk, doivent être amenées par des étapes faciles à une condition telle qu'elles se russifient, et cessent de regarder les bois comme des loups.*" ^[106]

Face à une telle politique de russification (resp. de discrimination dans l'empire des Habsbourg), il n'est guère surprenant que beaucoup aient quitté leur foyer à cette époque et se soient installés dans d'autres pays dans l'espoir d'une promotion sociale.

Selon certaines sources, il pourrait y avoir une diaspora ukrainienne comptant jusqu'à 20 millions de personnes qui ont quitté le territoire de l'Ukraine contemporaine avant l'indépendance en 1991. ^[107] Quatre à sept autres millions d'émigrants ont quitté le pays dans les années entre 1991 et 2014. Un rapport de l'ONU sur les migrations internationales estime qu'en 2019, il y avait 5 à 6 millions d'Ukrainiens vivant à l'étranger en tant que migrants. ^[108] Comme on le sait, le nombre de migrants ukrainiens a augmenté de façon spectaculaire depuis le début de l'invasion de Poutine. (Pour en savoir plus, voir ci-dessous)

De nombreux migrants ukrainiens - comme c'est le cas des migrants en général - servent de main-d'œuvre bon marché dans leur pays d'accueil. Quand nous disons "bon marché", nous voulons dire qu'ils sont payés en dessous de la valeur de leur force de travail. Cela n'est pas contradictoire avec le fait que parmi ces migrants ukrainiens, il peut y avoir aussi des travailleurs des TIC ayant des compétences de haute technologie. Selon une étude réalisée par un groupe de réflexion américain, le nombre de travailleurs du secteur des TIC (Technologies de l'information et de la communication) en Ukraine était de 285 000 en 2021, soit le double de ce qu'il était cinq ans auparavant. ^[109] Compte tenu des conditions dévastatrices de la guerre actuelle, on peut s'attendre à ce que les monopoles impérialistes occidentaux recrutent ces travailleurs comme main-d'œuvre migrante.

L'énorme dimension de la migration, déjà avant le début de la guerre, se reflète également dans l'important volume d'argent que les migrants ukrainiens envoient à leurs familles restées au pays. Ces envois de fonds représentaient près de 10 % du PIB de l'Ukraine en 2020 ! ^[110]

Enfin, il convient de noter brièvement que de nombreux migrants vivent également en Ukraine. L'ONU estime leur nombre à environ cinq millions. Beaucoup, mais pas tous, considèrent l'Ukraine comme un pays de transit pour la migration vers l'Union européenne. ^[111] La plupart de ces migrants - environ 3,3 millions - sont originaires de la Fédération de Russie (beaucoup d'entre eux sont originaires de Tchétchénie et d'autres peuples du Caucase qui subissent de terribles poursuites de la part du régime de Poutine), suivis par 250 000 personnes du Belarus et 226 000 du Kazakhstan. ^[112]

V. L'Ukraine : Un pays dépendant déchiré entre les grandes puissances de l'Est et de l'Ouest

Nous avons démontré dans les chapitres précédents comment l'Ukraine est devenue une semi-colonie capitaliste au cours des trois dernières décennies et quelles sont ses principales caractéristiques. Il est maintenant nécessaire de souligner une caractéristique particulière et très importante qui a façonné le développement politique et économique de ce pays depuis de nombreuses années.

Comme nous l'avons noté au début, les semi-colonies se distinguent des colonies en étant formellement un État indépendant. Une conséquence de cela est le fait que dans un certain nombre de cas, ces semi-colonies sont subordonnées non seulement à un État impérialiste, mais à deux ou plus. C'est également le cas de l'Ukraine. Toutefois, dans ce cas, cette évolution a pris une forme particulière.

Cela s'explique par le fait que l'Ukraine est dominée par des grandes puissances qui ont été prises dans un conflit qui s'accélère entre elles : l'Union européenne et les États-Unis, d'une part, et la Russie, d'autre part. Si ces puissances ont collaboré sur diverses questions par le passé, elles n'ont jamais été intégrées sur la base d'alliances à long terme (contrairement, par exemple, aux États-Unis et à l'Europe occidentale qui font partie de l'OTAN et d'autres alliances depuis plus de sept décennies). En outre, les relations entre la Russie et les puissances occidentales se sont détériorées après 2014 et se sont transformées en une guerre froide depuis février 2022.

Dans le chapitre précédent, nous avons montré le rôle significatif des monopoles impérialistes dans l'économie ukrainienne - en termes de commerce, d'investissements étrangers, de prêts, etc. A cet endroit, nous allons développer plus en détail le rôle respectif des corporations d'Europe occidentale, des États-Unis et de la Russie.

Si l'économie ukrainienne était étroitement intégrée à la Russie avant 1991, la situation a changé après l'indépendance du pays. Dans les années 1990, le pays a réduit la part de son commerce avec la Russie d'environ 80 à 55%. Le commerce avec les États d'Europe centrale a été simultanément réduit de 20 à 10 %, tandis que le commerce avec les États membres de l'UE a augmenté d'environ 6 à 20 %. ^[113]

Par la suite, l'importance de l'Union européenne s'est encore accrue. Cependant, la Russie est restée un partenaire commercial important, surtout pour les importations d'énergie, mais aussi comme destination pour les exportations. (Voir tableau 13)

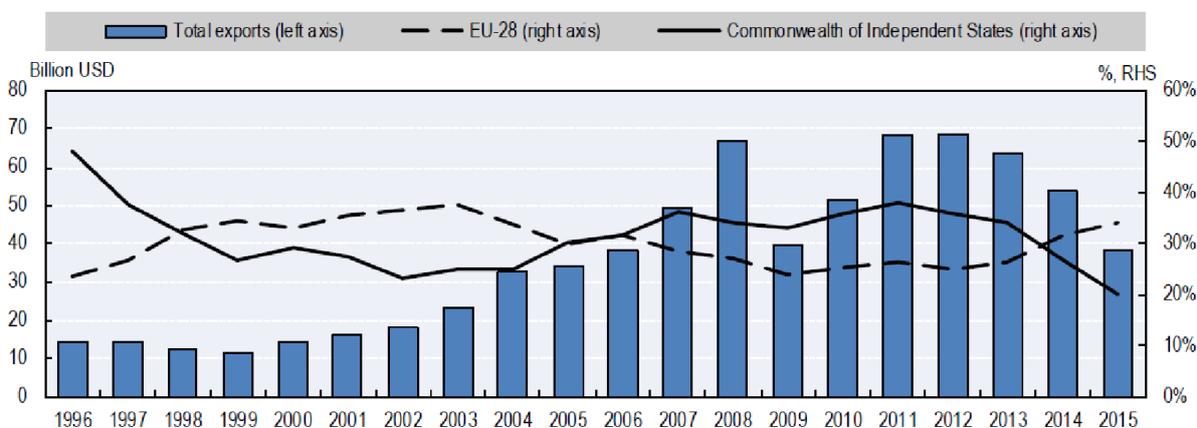
Tableau 13. Part en pourcentage des exportations ukrainiennes par destination ^[114]

	1995	2000	2005	2010-11	2012-13	2015
Russie	43	24	22	22	26	13
UE	20	29	27	22	24	34

Toutefois, si l'on prend l'ensemble des États de l'ex-URSS - ce que l'on appelle la *Communauté des États indépendants* (CEI) - on constate que les pays de l'Est sont restés des destinations d'exportation

importantes au cours de la dernière décennie. L'OCDE a fait le commentaire suivant dans une étude sur l'économie de l'Ukraine publiée il y a quelques années : "Les exportations vers les marchés traditionnels de la Communauté des États indépendants (CEI) ont nettement diminué ces dernières années et l'UE représentait plus d'un tiers des recettes d'exportation en 2015. Cependant, malgré le conflit en cours, la Fédération de Russie représentait toujours la plus grande part des exportations ukrainiennes - avec 13 % en 2015, suivie par la Turquie (7,3 %), la République populaire de Chine (6,3 %), l'Égypte (5,5 %) et l'Italie (5,2 %). Les importations proviennent principalement de l'UE (41 % en 2015) et des pays de la CEI (28 %)." ^[115] (Voir Figure 3)

Figure 3. Évolution des exportations ukrainiennes, 1996-2015 ^[116]



L'accès aux marchés de l'Est (Russie, Biélorussie et Kazakhstan) est devenu plus difficile depuis la guerre du Donbass en 2014/15, le régime de Poutine ayant imposé des restrictions commerciales et de voyage à l'Ukraine. Par conséquent, l'exportation de la production de machines de construction de l'Ukraine vers ces pays a fortement diminué entre 2013 et 2018 de 5 144 millions de dollars. Si l'Ukraine a pu augmenter l'exportation de ces produits vers d'autres pays (UE, Chine et États-Unis), cela n'a pas pu compenser les énormes pertes sur les marchés de l'Est (+863 millions de dollars). ^[117]

Le tableau est similaire en ce qui concerne les investissements étrangers. Les sociétés européennes et russes jouent un rôle clé dans l'économie ukrainienne. Marko Bojcun écrit : "Les investisseurs privés russes, en revanche, avaient une longueur d'avance sur leurs homologues occidentaux dans les secteurs productifs. En 2008, ils occupaient déjà des positions dominantes dans la métallurgie des métaux non ferreux, le raffinage du pétrole et la pétrochimie, les télécommunications mobiles - et avaient des positions fortes dans la sidérurgie et l'industrie laitière. La crise a permis aux investisseurs russes d'acheter de nouveaux actifs. Fin 2008, la banque d'État russe Vneshekonombank a pris une participation de 75 % dans la banque en difficulté Prominvestbank. Et en janvier 2010, la Vneshekonombank a soutenu une offre réussie d'investisseurs privés russes visant à prendre la majorité des parts de l'Union industrielle de Donbas, un producteur d'acier aujourd'hui très endetté qui était autrefois l'un des champions nationaux choisis par Kouchma." ^[118]

Dans le même temps, les capitalistes européens occupaient une position de premier plan dans le secteur bancaire. En 2008, les banques de six États membres de l'UE détenaient 30 % du capital bancaire, tandis que les institutions financières basées en Russie en détenaient 10 % supplémentaires.

[119] La part de l'Europe a quelque peu diminué après la crise de 2008, tandis que la part du capital russe est passée à 12 %. Dans le même temps, 6 % supplémentaires avaient leur origine formelle à Chypre, qui est une destination bien connue pour l'exportation de capitaux russes, de sorte qu'une proportion importante des investissements étrangers chypriotes était, très probablement, d'origine russe. [120] En 2014, la part des banques étrangères non russes dans le total des actifs bancaires était tombée à un peu plus de 20 %, tandis que la part des banques russes avait augmenté à 16 %. [121]

Il n'est guère surprenant qu'une position économique aussi puissante des sociétés russes et européennes soit allée de pair avec une forte influence politique. Le régime de Poutine a utilisé la dette publique de l'Ukraine pour les fournitures de gaz naturel russe (estimée entre 1,4 et 3 milliards de dollars en 2000) pour amener le gouvernement ukrainien à accepter un accord de conversion de la dette en actions en novembre 2000. Marko Bojczun écrit : "*Cet accord visait à assurer le contrôle par des entreprises russes des gazoducs ukrainiens vers l'Europe centrale et occidentale. Pendant ce temps, d'autres sociétés russes prenaient des parts importantes ou une participation majoritaire dans de grandes entreprises ukrainiennes : Avtozaz, qui achète l'usine d'aluminium de Zaporizhzhia ; Lukoil, qui achète la raffinerie de pétrole d'Odessa, crée une entreprise commune avec la raffinerie de Kalush et prévoit d'acheter 100 stations-service en Ukraine ; la Tyumen Oil Company, qui achète la raffinerie de pétrole de Lisichansk et une station de télévision locale ; le conglomérat métallurgique Russian Aluminium qui achète le complexe industriel d'aluminerie de Mykolayiv ; Metals Russia qui investit dans le complexe industriel métallurgique de Donetsk ; les sociétés Alliance Group, Alfa Nafta et Tat Nafta qui participent à la privatisation des raffineries de pétrole de Kherson, Nadvima et Kremenchuk respectivement.*" [122]

Un accord similaire a été conclu en avril 2010, les "*accords de Kharkiv*". Cet accord prolongeait la location de Sébastopol et d'autres ports de Crimée à la marine russe jusqu'en 2042 en échange de gaz moins cher. En juin de la même année, la Verkhovna Rada a exclu l'objectif d'adhésion à l'OTAN de la stratégie de sécurité nationale du pays, rétablissant ainsi son statut de pays non aligné. En outre, le gouvernement Ianoukovitch a accepté de négocier une coopération plus étroite entre les industries du gaz, de la défense, de l'aérospatiale et de l'aéronautique des deux pays. [123]

De même, les puissances occidentales ont utilisé de leur influence pour mettre l'Ukraine sous leur contrôle. Ainsi, l'Ukraine a demandé à intégrer un *plan d'action pour l'adhésion à l'OTAN* en 2008, malgré le peu de soutien dont elle bénéficie au sein de la population. De même, l'Ukraine a entamé des négociations avec l'UE en 2012 et a conclu un "*accord d'association entre l'Union européenne et l'Ukraine*" en 2014. En fait, la question de l'association avec l'UE était un slogan clé du mouvement de droite Maidan qui appelait au renversement du gouvernement Ianoukovitch parce que ce dernier avait annulé les négociations avec l'UE et cherchait un accord similaire avec l'alliance dirigée par la Russie qui devait s'appeler *Union économique eurasienne*.

Ces tentatives de la Russie et de l'UE (resp. des États-Unis) ont constitué un facteur important pour les développements dommageables en Ukraine depuis 2014. Le conflit a entraîné la mort d'au moins 10 000 personnes, et au moins 23 500 personnes ont été blessées. Environ un million de personnes ont été déplacées à l'intérieur du pays.

Les forces pro-russes ont pris le contrôle de vastes zones de la région du Donbass en 2014, ce qui a eu pour effet de transférer le contrôle de leurs ressources au régime de Poutine. À partir de ce moment-là, on estime que 78 % de la capacité industrielle de Donetsk et environ 84 % de celle de Luhansk se

trouvaient en dehors des zones contrôlées par le gouvernement (bien que la Russie n'ait pu faire qu'un usage limité de sa conquête, une grande partie ayant été détruite ou endommagée).^[124]

En résumé, l'Ukraine est un pays semi-colonial depuis de nombreuses années, déchiré entre des grandes puissances engagées dans un conflit qui ne cesse de s'accélérer. Ces puissances - principalement la Russie et l'Union européenne (plus les États-Unis) - tentent d'exploiter au maximum les ressources du pays et, dans le même temps, de l'amener dans leur sphère d'influence respective.

VI. La poussée de la Russie pour coloniser l'Ukraine depuis février 2022 et les efforts de l'OTAN pour accroître son influence

L'attaque de la Russie contre l'Ukraine en février 2022 a ouvert une nouvelle situation. Il s'agit d'une tentative directe de soumettre l'Ukraine par la force brute et de transformer le pays en colonie. Il est logique que cette guerre d'agression ait mobilisé et uni la population pour résister à ce danger d'oppression nationale barbare. Si, avant le début de la guerre, il existait un secteur russophile au sein de la population de l'est de l'Ukraine - qui était toutefois minoritaire dans cette région et, ajoutons-le, n'était pas confronté à une grave oppression nationale comme les poutinistes aiment à le prétendre ^[125] - la situation a complètement changé. Aujourd'hui, le peuple ukrainien est déterminé à empêcher que son pays ne devienne une colonie de l'impérialisme russe.

A cet endroit, nous ne répéterons pas notre analyse de la guerre que nous avons exposée dans de nombreux documents. Nous nous limiterons plutôt à résumer les résultats les plus importants de la guerre pour les perspectives d'avenir de l'Ukraine. Nous n'entendons pas par là spéculer sur toutes sortes de scénarios possibles, ce qui serait de toute façon une entreprise stérile. L'objectif de ce chapitre est plutôt d'esquisser quelques lignes fondamentales de développement qui, à notre avis, influenceront fortement l'avenir du pays.

Comme nous l'avons déjà souligné dans deux articles récemment publiés, il ne fait aucun doute que la guerre actuelle a dramatiquement aggravé la situation sociale et économique du pays. ^[126] Puisque nous parlons d'une guerre en cours avec des perspectives d'avenir incertaines, il n'est pas possible de faire des prédictions concrètes. Cependant, nous pouvons dire avec certitude que l'Ukraine est confrontée à une destruction dévastatrice de toute la société qui fait reculer le pays dans son développement.

Selon les calculs de la Banque mondiale, l'économie de l'Ukraine a diminué d'environ 35 % en 2022. Une grande partie des infrastructures du pays a été détruite par les attaques incessantes de missiles et de drones russes qui ont lieu régulièrement. Si le montant exact des dégâts est difficile à évaluer, il ne fait aucun doute qu'il est gigantesque. Selon des évaluations publiées récemment, 40 % des logements, 30 % des centrales électriques et 33 % des infrastructures ont été endommagés, dont 305 ponts, 19 aéroports, 57 gares et 24 000 kilomètres de routes. En outre, la Russie a saisi ou détruit 4 000 stations de télécommunication, 60 000 kilomètres de lignes Internet et 18 antennes de télévision et de radiodiffusion. ^[127]

La Banque mondiale a initialement estimé il y a quelque temps qu'au moins 349 milliards de dollars étaient nécessaires pour le redressement et la reconstruction de l'Ukraine, ce qui représente plus d'une fois et demie la taille de l'économie du pays avant la guerre. La vice-présidente de la Banque mondiale, Anna Bjerde, a actualisé cette évaluation dans une récente interview accordée au journal autrichien *Die Presse* et affirme qu'entre 525 et 630 milliards de dollars pourraient être nécessaires. ^[128] Et d'autres études estiment que le coût de la reconstruction de l'Ukraine pourrait atteindre 1 000 milliards de dollars !

Naturellement, une destruction d'une telle ampleur a des conséquences sociales catastrophiques. Selon les estimations de la Banque mondiale, le nombre d'Ukrainiens en situation d'extrême pauvreté

atteindra probablement environ 50 % de la population d'ici la fin de 2023 ! En outre, la Banque nationale d'Ukraine indique que le chômage a atteint 35 % au deuxième trimestre de 2022.

Comme nous l'avons déjà évoqué dans un chapitre précédent, plus de 5 à 6 millions d'Ukrainiens ont quitté le pays entre 1991 et 2020. La guerre actuelle a considérablement augmenté ce nombre. Selon les derniers chiffres, un tiers de la population a été déplacé depuis février 2022 : 6,5 millions en Ukraine et près de 8 millions en tant que réfugiés dans d'autres pays européens. Ce chiffre risque d'augmenter si la guerre destructrice se poursuit.

S'il est clair que le danger immédiat pour le peuple ukrainien est la menace d'une occupation brutale et de la colonisation par l'impérialisme russe, il est impossible d'ignorer le danger que représente l'impérialisme occidental. L'aide financière et militaire des États de l'OTAN sont des instruments destinés à rendre le pays dépendant. Évidemment, on peut difficilement critiquer l'Ukraine d'essayer de se procurer des armes partout où c'est possible. Cependant, il est clair que les impérialismes américain et européen tentent d'utiliser toute forme d'aide pour accroître leur influence. Et, honteusement, ils sont aidés dans cette entreprise par les laquais bourgeois du gouvernement Zelensky.

La dette extérieure est certainement l'un des instruments clés de l'impérialisme occidental pour accroître son asservissement de l'Ukraine. Bien que les chiffres exacts de l'endettement du pays ne soient pas clairs pour le moment, il ne fait aucun doute que le ratio dette extérieure/PIB de l'Ukraine va très probablement exploser. Compte tenu de la destruction à grande échelle de l'économie, l'Ukraine ne sera pas en mesure de servir ses dettes envers les institutions financières impérialistes - même si la guerre prenait fin rapidement. Dans une telle situation, les "amis" impérialistes de Kiev vont très probablement exploiter cyniquement cette situation et proposer un échange de dettes contre des actions. Cela signifie que - à l'instar de ce que Poutine a imposé à l'Ukraine en 2000 et 2010 - l'Ukraine devra céder les droits de propriété des secteurs les plus précieux de son économie.

En fait, plusieurs groupes de réflexion aux États-Unis ont déjà commencé à élaborer des plans sur la manière dont ils pourraient exploiter la situation difficile de l'Ukraine au profit des monopoles occidentaux. En janvier 2023, l'influent *Center for Strategic and International Studies* (CSIS) a publié une étude substantielle sur l'Ukraine qui comprenait un certain nombre de recommandations de réformes néolibérales que le gouvernement de Kiev devrait entreprendre le plus rapidement possible.

Parmi les principales propositions de l'étude du CSIS figure la privatisation des banques d'État restantes : *"Pour que les banques ukrainiennes obtiennent le soutien des IFI et répondent aux préoccupations générales en matière de responsabilité dans le pays, l'Ukraine devrait s'efforcer de privatiser une plus grande partie de son système bancaire. Quatre des cinq plus grandes banques opérant en 2020 étaient détenues par l'État. (...) Au total, ces banques représentaient 54 % de tous les actifs du système bancaire ukrainien."* [129]

"Continuer à mettre l'accent sur la privatisation des entreprises d'État et aligner leur restructuration sur les principes de l'OCDE afin de réduire la corruption et d'améliorer l'efficacité globale de l'économie. Cette étape comprend la mise en œuvre complète de la loi autorisant la privatisation de l'industrie adoptée en 2021. L'Ukraine doit donner la priorité à la poursuite de la privatisation du secteur bancaire afin de réduire l'exposition de l'État à ce secteur critique et de permettre une recapitalisation du secteur bancaire en vue de réduire les prêts non productifs et d'augmenter les liquidités disponibles pour que les entreprises puissent redémarrer et se développer. Cela nécessiterait probablement la création d'une "bad bank" pour retirer les créances douteuses du système et les résoudre et les restructurer." [130]

Le deuxième secteur que le groupe de réflexion américain considère comme très précieux pour les sociétés occidentales est la terre. Comme nous l'avons souligné plus haut, l'Ukraine est un important producteur agricole et ses exportations sont devenues une source importante de revenus. Le CSIS suggère donc une accélération du processus de privatisation et la possibilité légale pour les investissements étrangers dans ce secteur.

"La réforme foncière est un domaine sur lequel l'Ukraine et ses partenaires devront concentrer leur attention pour accroître l'efficacité du secteur agricole. Environ 27 % des terres agricoles ukrainiennes ne font pas l'objet d'un titre de propriété clair. Avant la guerre, des efforts étaient en cours pour établir la propriété claire de ces terres, mais avec le début de la guerre, ces efforts ont été suspendus. En mars 2020, l'Ukraine a adopté une loi qui a levé un moratoire sur la vente de terres agricoles et créé de nouvelles réglementations pour ce marché. Les terres agricoles appartenant à l'État et aux municipalités ne sont pas éligibles à la vente en vertu de la nouvelle loi, ce qui limite le marché des terres agricoles aux 28 millions d'hectares de terres initialement privatisées au début des années 1990. En vertu de la loi, les achats de terres sont limités à 100 hectares et, jusqu'en janvier 2024, seuls les particuliers peuvent effectuer des achats. Après cela, les entreprises ukrainiennes légalement enregistrées pourront acheter jusqu'à 10 000 hectares de terres, mais les ventes aux étrangers restent interdites. Même avec ces restrictions, la Banque mondiale estime que les réformes pourraient attirer jusqu'à 5 milliards de dollars de nouveaux investissements dans le secteur agricole." ^[131]

Les auteurs de l'étude du CSIS reprennent une idée d'un autre groupe de réflexion américain - le *German Marshall Fund of the United States* (GMF) - selon laquelle les impérialistes occidentaux devraient prendre directement en charge la reconstruction de l'Ukraine, ce qui, en fait, signifie prendre le contrôle de l'économie du pays. Le GMF suggère que le *"premier coordinateur du redressement soit un Américain de stature mondiale - afin d'utiliser la puissance et le prestige des États-Unis pour garantir la mise en place d'une alliance mondiale pour le redressement. (...). Les coordinateurs suivants pourraient être des Européens, reflétant la responsabilité croissante de l'UE dans le processus à long terme."* ^[132]

Ce *"coordinateur du redressement"* américain devrait *"diriger les efforts de reconstruction par le biais d'un secrétariat conjoint G7/UE basé à Varsovie"*. ^[133] En outre, ces stratégies de l'impérialisme occidental suggèrent qu'après la mise en œuvre des réformes nécessaires, l'Ukraine devienne un membre à part entière de l'Union européenne dans un *"délai de 10 à 15 ans"*. ^[134]

Nous concluons ce chapitre par quelques mots sur les scénarios futurs possibles. Tout d'abord, il nous semble clair que la Russie ne pourrait gagner cette guerre qu'en utilisant la force brute contre une population largement hostile. Il n'existe que de petites forces intérieures - comme les laquais des anciennes "républiques" du Donbass - sur lesquelles Moscou pourrait compter pour obtenir de l'aide. Il n'est certainement pas exagéré de dire que la Russie n'aurait pas plus de soutien local pour occuper l'Ukraine que les États-Unis n'en ont eu dans leurs entreprises coloniales en Afghanistan et en Irak en 2001 respectivement 2003. Même si un tel scénario improbable de victoire russe se produisait, les forces d'occupation seraient immédiatement confrontées à une guérilla massive - dont elles ont déjà eu un goût amer dans les territoires occupés de Donetsk, Luhansk, Zaporizhzhia et Kherson.

Un autre scénario possible serait que la guerre se termine par une impasse et que le pays soit divisé en deux régions - comme la Corée du Nord et la Corée du Sud. Dans ce cas, nous assisterions au même scénario que celui évoqué précédemment, mais limité à la région orientale de l'Ukraine.

Dans le cas d'une telle division, il est également possible - bien que cela ne soit pas du tout certain - que des forces de l'OTAN soient stationnées dans la partie occidentale de l'Ukraine. Dans un premier

temps, ces forces pourraient ne pas être confrontées au même degré d'hostilité populaire que leurs rivales russes, car de nombreux Ukrainiens considèrent (à tort) les puissances occidentales comme des alliées contre l'agresseur russe.

Toutefois, cette position d'acceptation des forces de l'OTAN sur le terrain pourrait rapidement changer si ces forces, au lieu de se battre contre les Russes, servaient de troupes pour la protection d'un gouvernement pro-occidental de Zelensky (ou d'une autre marionnette). Il s'agit d'un scénario tout à fait réaliste compte tenu des conditions d'extrême pauvreté dans lesquelles le peuple ukrainien devra vivre et du fait que l'impérialisme américain et européen tentera de s'approprier les produits les plus précieux de l'Ukraine. Il ne serait guère surprenant que les masses populaires se rebellent contre un gouvernement pro-occidental à Kiev !

Si l'Ukraine réussit à expulser les envahisseurs russes, tout dépendra de la capacité des travailleurs à traduire cette victoire en un renforcement de leur pouvoir, c'est-à-dire s'ils utilisent leurs armes pour exproprier les oligarques et les monopoles étrangers et imposer leur propre gouvernement. Les socialistes défendront une telle perspective et s'efforceront d'éviter une situation où les masses sont tellement épuisées par la guerre d'usure qu'elles acceptent passivement que les capitalistes et les politiciens étrangers et nationaux essaient de voler les fruits de la victoire du peuple.

Ceci nous amène à la dernière observation sur ce sujet. Il est évident que tant que la guerre dure, tout effort sérieux de reconstruction de l'Ukraine avec l'aide des puissances occidentales est illusoire. Cependant, même si une trêve pouvait être obtenue à un moment donné, la situation restera très instable. Il ne s'agit pas de la Bosnie après les accords de Dayton en 1995, où les forces de l'OTAN et de l'UE ont pu forcer le régime serbe de Milosevic à arrêter sa guerre réactionnaire contre le peuple bosniaque ! Il est donc probable qu'une certaine forme d'instabilité politique et militaire persiste dans un avenir prévisible. Dans de telles conditions, il est très peu probable que les sociétés occidentales entreprennent des investissements substantiels.

Certains pourraient espérer que l'Ukraine pourrait connaître une version européenne du miracle économique de la Corée du Sud, qui a eu lieu malgré la situation de guerre froide avec le voisin du nord. Cependant, il s'agit d'une illusion totale ! Tout d'abord, les États impérialistes et staliniens ont pu établir une situation de guerre froide relativement stable. Dans la période historique actuelle, la rivalité entre les grandes puissances impérialistes de l'Est et de l'Ouest risque d'être beaucoup plus fragile et explosive.

Deuxièmement, et plus important encore, ceux qui souhaitent naïvement un "avenir sud-coréen" de l'Ukraine ne doivent pas oublier quel a été le cours d'un tel développement. La Corée du Sud était une dictature militaire depuis sa fondation à la fin des années 1940 jusqu'en 1987, toutes les formes de protestations de masse étaient brutalement réprimées, et les masses vivaient dans la pauvreté pendant des décennies. Ce n'est qu'après une longue période - à partir des années 1970 - que les investissements occidentaux massifs se sont traduits par une sorte d'amélioration du niveau de vie. ^[135]

VII. La voie à suivre : De la libération nationale à la révolution sociale

Nous avons montré dans ce pamphlet qu'après l'effondrement du stalinisme en 1991, l'Ukraine est devenue un pays capitaliste semi-colonial qui a été surexploité et dominé par des grandes puissances comme la Russie, l'Union européenne et les États-Unis. Les grands monopoles de ces pays impérialistes ont pillé l'Ukraine avec l'aide d'oligarques corrompus - la version locale d'une bourgeoisie compradore.

En conséquence, l'Ukraine s'est appauvrie et sa population a diminué déjà bien avant le début du conflit militaire avec la Russie. Le pays est fortement endetté auprès des institutions financières internationales et a été contraint d'ouvrir son économie aux sociétés étrangères. Sa base manufacturière, qui était assez développée à la fin des années 1980, a été largement réduite au cours des années 1990 et 2000. En conséquence, l'Ukraine est devenue un fournisseur semi-colonial de matières premières pour le marché mondial capitaliste. De même, des millions d'Ukrainiens ont quitté le pays et travaillent comme main-d'œuvre migrante bon marché à l'étranger.

Une telle déformation et subordination semi-coloniale de l'Ukraine a rapidement commencé après son indépendance formelle. En d'autres termes, elles ne sont pas le résultat des événements survenus depuis 2014. Dans le même temps, il est clair que l'invasion de Poutine a encore aggravé la situation. Elle a détruit le pays et menace de transformer l'Ukraine d'une semi-colonie en une colonie pure et simple de l'impérialisme russe.

Le premier devoir des socialistes est de défendre le peuple ukrainien contre l'invasion de Poutine et, en même temps, de s'opposer à toute ingérence des puissances impérialistes occidentales.

Comme nous l'avons dit dans le premier chapitre, il est impossible de trouver une orientation correcte dans une situation mondiale tumultueuse sans une compréhension claire de la théorie marxiste de l'impérialisme et de son analyse des relations entre les États. Il n'y a pas de science sans catégories ou, comme Lénine l'a observé un jour dans ses *Cahiers philosophiques* : "*Le concept (la cognition) révèle l'essence (la loi de causalité, d'identité, de différence, etc.) dans l'Être (dans les phénomènes immédiats) - tel est en fait le cours général de toute cognition humaine (de toute science) en général.*" ^[136]

Le CCRI a toujours souligné que pour adopter une position correcte dans la lutte des classes - et une guerre de libération nationale fait partie de cette lutte - il est essentiel d'avoir une analyse scientifique du caractère de classe des forces en présence. En cela, nous suivons l'approche marxiste telle qu'elle a été élaborée par Lénine et Trotsky qui ont insisté sur l'importance de reconnaître le caractère de classe des États.

"Apprendre aux travailleurs à comprendre correctement le caractère de classe de l'État - impérialiste, colonial, ouvrier - et les relations réciproques entre eux, ainsi que les contradictions internes de chacun d'eux, permet aux travailleurs de tirer des conclusions pratiques correctes en situation." ^[137]

Nous concluons ce pamphlet par un aperçu des perspectives pour les socialistes. Nous nous limiterons à un bref résumé car a) l'objet de ce pamphlet est l'analyse du caractère de classe particulier de l'Ukraine et b) le CCRI a déjà publié un certain nombre de documents sur cette question.

1. Tout d'abord, le peuple ukrainien a raison de combattre l'invasion russe par tous les moyens nécessaires. Leur guerre contre l'occupation impérialiste et l'oppression nationale était et reste une lutte juste. Nous soutenons les efforts du peuple ukrainien pour se procurer des armes partout où cela est possible.
2. Le premier devoir des socialistes du monde entier est de soutenir le peuple ukrainien dans sa lutte.
3. Les travailleurs et les opprimés d'Ukraine ne doivent pas faire confiance au gouvernement bourgeois de Zelensky ni à l'impérialisme de l'OTAN. Ils doivent s'efforcer de créer leurs propres conseils et milices populaires indépendants pour mener une lutte de libération nationale sous leur contrôle.
4. Les socialistes ukrainiens doivent s'opposer à toutes les formes d'ingérence et de domination directe ou indirecte des puissances occidentales. Ils doivent s'opposer à toute démarche d'adhésion à l'UE ou à l'OTAN. De même, ils devraient appeler le gouvernement à annuler toute dette extérieure.
5. Les socialistes du monde entier, et en particulier ceux des pays occidentaux, doivent faire campagne pour l'annulation de toute la dette extérieure de l'Ukraine. De même, ils doivent s'opposer à l'expansion de l'OTAN et de l'UE.
6. Les socialistes authentiques de Russie - contrairement aux social-patriotes des staliniens KPRF, RKRK et OKP - travaillent à la défaite de leur "propre" gouvernement et à la victoire militaire de l'Ukraine. L'ennemi principal est à la maison ! Ils continueront à soutenir toutes les manifestations de masse contre la guerre et s'efforceront de les transformer en rébellions populaires contre le régime de Poutine.
7. De même, les socialistes du monde entier doivent soutenir le mouvement anti-guerre en Russie et, en particulier, les socialistes anti-impérialistes.
8. L'objectif stratégique en Ukraine est de combiner la lutte contre l'invasion russe avec la préparation d'une lutte ouvrière indépendante contre le gouvernement Zelensky et contre la domination indirecte de l'OTAN sur l'Ukraine. En d'autres termes, les socialistes doivent préconiser la transformation de la lutte de libération nationale en une guerre populaire contre l'impérialisme russe et indépendante des puissances occidentales et, en même temps, préconiser une révolution sociale et la création d'un gouvernement ouvrier et populaire en Ukraine.
9. Un tel gouvernement ouvrier et populaire lutterait contre l'impérialisme russe jusqu'à ce que toutes les forces d'occupation soient expulsées. En même temps, il s'opposerait à l'ingérence des puissances occidentales. Il exproprierait les oligarques et les monopoles étrangers. Il nationaliserait les secteurs clés de l'industrie, des services, des finances et de l'agriculture sous le contrôle des travailleurs afin qu'une économie planifiée démocratiquement puisse mobiliser toutes les ressources pour la guerre et la survie (et plus tard la reconstruction) du pays. Il brandirait la bannière d'une *Ukraine indépendante et socialiste, sans occupation ni oligarchie !*
10. En outre, un tel gouvernement ouvrier et populaire soutiendrait les luttes des travailleurs et des opprimés dans d'autres pays. Les Tchétchènes en Russie, le peuple syrien, les travailleurs en grève en Grande-Bretagne et en France, les masses populaires au Pérou - ce sont ces masses qui luttent pour

leurs droits qui sont les alliés naturels des masses ukrainiennes. Les patrons de l'OTAN et les capitalistes occidentaux - ils ne se soucieront toujours que de leur propre pouvoir et de leurs profits.

Les masses qui n'ont rien à perdre que leurs chaînes - en Ukraine et dans le monde entier !

Défendez l'Ukraine ! Détruisez l'invasion de Poutine !

Annulez la dette extérieure de l'Ukraine !

Pour une Ukraine indépendante, socialiste, sans occupation et sans oligarques !

Ni l'impérialisme russe ni l'impérialisme occidental, mais le socialisme international !

Notes de bas de page

^[1] Voir à ce sujet, par exemple, les différents rapports (avec photos et vidéos) sur notre site web, <https://www.thecommunists.net/rcit/international-workers-aid/>. Voir aussi le site de la campagne internationale d'aide aux travailleurs, www.workers-aid.net. Voir aussi "An Inspiring Internationalist Rally against Russian Imperialism". Des migrants syriens, tchéchènes et ukrainiens ainsi que des "Russes contre la guerre" manifestent ensemble contre le régime de Poutine, 25 septembre 2022, https://www.thecommunists.net/worldwide/global/manifesto-ukraine-war-a-turning-point-of-world-historic-significance/#anker_5; <https://www.thecommunists.net/rcit/internationalist-rally-against-russian-imperialism-25-9-2022/>.

^[2] Nous renvoyons les lecteurs à une page spéciale de notre site web où sont compilés plus de 150 documents du CCRI/RCIT sur la guerre d'Ukraine et le conflit actuel entre l'OTAN et la Russie : <https://www.thecommunists.net/worldwide/global/compilation-of-documents-on-nato-russia-conflict/>. Nous renvoyons en particulier au Manifeste du RCIT : La guerre d'Ukraine : un tournant d'importance historique mondiale. Les socialistes doivent combiner la défense révolutionnaire de l'Ukraine contre l'invasion de Poutine avec la lutte internationaliste contre l'impérialisme russe ainsi que l'OTAN et l'UE, 1er mars 2022, https://www.thecommunists.net/worldwide/global/manifesto-ukraine-war-a-turning-point-of-world-historic-significance/#anker_5

^[3] Par exemple, en Syrie depuis 2015 ; voir à ce sujet par exemple RCIT : Défendre la révolution syrienne contre l'impérialisme russe ! Arrêtez les frappes aériennes américaines, britanniques et françaises ! Détruisez la dictature d'Assad ! 9.10.2015, <https://rcitarchive.wordpress.com/worldwide/africa-and-middle-east/defend-syria-against-russia/> ; Rassemblement à l'occasion du 11e anniversaire de la révolution syrienne 2011, 20 mars 2022, <https://www.thecommunists.net/rcit/rally-on-11th-anniversary-of-syrian-revolution-20-3-2022/>. Le RCIT a publié un certain nombre de brochures, de déclarations et d'articles sur la révolution syrienne qui peuvent être consultés dans une sous-section spéciale de ce site web : <https://www.thecommunists.net/worldwide/africa-and-middle-east/collection-of-articles-on-the-syrian-revolution/>.

^[4] Voir, par exemple, RCIT : Solidarité avec la lutte de libération du peuple tchéchène ! Lettre ouverte au peuple tchéchène opprimé, février 2018, https://www.thecommunists.net/rcit/joint-anti-imperialist-initiative-of-revolutionary-socialists-in-russia/#anker_8; <https://www.thecommunists.net/worldwide/europe/solidarity-with-the-liberation-struggle-of-the-chechen-people/> ; Quelle est la position du RCIT sur l'occupation de la Tchétchénie par la Russie ? <https://www.thecommunists.net/theory/russia-and-chechnya/> ; Tchétchénie : Rassemblement contre le meurtre de Mamikhan Umarov par le service de sécurité russe, 7 juillet 2020, <https://www.thecommunists.net/worldwide/europe/chechnya-rally-against-the-murder-of-mamikhan-umarov-by-the-russian-security-service/>.

^[5] Le RCIT a publié de nombreux documents sur le capitalisme en Russie et son accession au rang de puissance impérialiste. Les plus importants sont plusieurs pamphlets de Michael Pröbsting : The Peculiar Features of Russian Imperialism. Une étude des monopoles, de l'exportation de capitaux et de la surexploitation de la Russie à la lumière de la théorie marxiste, 10 août 2021, <https://www.thecommunists.net/theory/the-peculiar-features-of-russian-imperialism/> ; du même auteur : La théorie de l'impérialisme de Lénine et l'ascension de la Russie en tant que grande

puissance. Sur la compréhension et le malentendu de la rivalité inter-impérialiste d'aujourd'hui à la lumière de la théorie de l'impérialisme de Lénine. Une autre réponse à nos critiques qui nient le caractère impérialiste de la Russie, août 2014, <http://www.thecommunists.net/theory/imperialism-theory-and-russia/> ; La Russie comme grande puissance impérialiste. La formation du capital monopoliste russe et son empire - Une réponse à nos critiques, 18 mars 2014 (ce pamphlet contient un document écrit en 2001 dans lequel nous avons établi pour la première fois notre caractérisation de la Russie comme impérialiste), <http://www.thecommunists.net/theory/imperialist-russia/> ; voir aussi ces essais du même auteur : La Russie : Une puissance impérialiste ou un "Empire non hégémonique en gestation" ? Une réponse à l'économiste argentin Claudio Katz, in : New Politics, 11 août 2022, sur <https://newpol.org/russia-an-imperialist-power-or-a-non-hegemonic-empire-in-gestation-a-reply-to-the-argentinean-economist-claudio-katz-an-essay-with-8-tables/> ; Russian Imperialism and Its Monopolies, in : Nouvelle politique, vol. XVIII n° 4, numéro entier 72, hiver 2022, https://newpol.org/issue_post/russian-imperialism-and-its-monopolies/ ; Une fois de plus sur l'impérialisme russe (réponse aux critiques). Réfutation d'une théorie qui prétend que la Russie n'est pas un État impérialiste mais serait plutôt "comparable au Brésil et à l'Iran", 30 mars 2022, <https://www.thecommunists.net/theory/once-again-on-russian-imperialism-reply-to-critics/>. Voir divers autres documents du RCIT sur cette question sur une sous-page spéciale du site Web du RCIT : <https://www.thecommunists.net/theory/china-russia-as-imperialist-powers/>.

^[6] Voir notre livre par Michael Pröbsting : L'anti-impérialisme à l'ère de la rivalité des grandes puissances. Les facteurs derrière l'accélération de la rivalité entre les États-Unis, la Chine, la Russie, l'UE et le Japon. Une critique de l'analyse de la gauche et une esquisse de la perspective marxiste, RCIT Books, Vienne 2019, <https://www.thecommunists.net/theory/anti-imperialism-in-the-age-of-great-power-rivalry/> ; Voir aussi ces pamphlets du même auteur : Les caniches de Poutine (Excuses à tous les chiens). Les partis staliniens pro-russes et leurs arguments dans le conflit actuel entre l'OTAN et la Russie, 9 février 2022, <https://www.thecommunists.net/theory/nato-russia-conflict-stalinism-as-putin-s-poodles/> ; voir aussi les deux brochures suivantes du même auteur : Serviteurs de deux maîtres. Le stalinisme et la nouvelle guerre froide entre les grandes puissances impérialistes de l'Est et de l'Ouest, 10 juillet 2021, <https://www.thecommunists.net/theory/servants-of-two-masters-stalinism-and-new-cold-war/> ; "A Really Good Quarrel". Rencontre entre les États-Unis et la Chine en Alaska : The Inter-Imperialist Cold War Continues, 23 mars 2021, <https://www.thecommunists.net/worldwide/global/us-china-alaska-meeting-shows-continuation-of-inter-imperialist-cold-war/>.

^[7] Les deux principaux ouvrages dans lesquels nous abordons la théorie de l'impérialisme et sa pertinence pour l'analyse du capitalisme au 21st siècle sont deux livres de Michael Pröbsting : The Great Robbery of the South. Continuité et changements dans la surexploitation du monde semi-colonial par le capital monopolistique Conséquences pour la théorie marxiste de l'impérialisme, 2013, <https://www.thecommunists.net/theory/great-robbery-of-the-south/> (désormais désigné par "Pröbsting, 2013") ; L'anti-impérialisme à l'ère de la rivalité des grandes puissances. Les facteurs à l'origine de l'accélération de la rivalité entre les États-Unis, la Chine, la Russie, l'UE et le Japon. A Critique of the Left's Analysis and an Outline of the Marxist Perspective, RCIT Books, Vienne 2019, <https://www.thecommunists.net/theory/anti-imperialism-in-the-age-of-great-power-rivalry/> ; pour des études de cas de pays semi-coloniaux, voir d'autres ouvrages de Michael Pröbsting : Grèce : Une semi-colonie moderne. Le développement contradictoire du capitalisme grec, ses tentatives ratées de devenir une puissance impérialiste mineure, et sa situation actuelle en tant que pays semi-colonial

avancé avec quelques caractéristiques spécifiques, RCIT Books, Vienne 2015, <https://www.thecommunists.net/theory/greece-semi-colony/> ; Is Türkiye a (Sub-)Imperialist Power ? Les caractéristiques économiques, politiques et militaires de l'État turc, son caractère de classe et les conséquences programmatiques pour les socialistes. Une contribution à un débat en cours parmi les marxistes, 25 septembre 2022, <https://www.thecommunists.net/theory/is-tuerkiye-a-sub-imperialist-power/> ; Is India a New Emerging Great Power ? in : Critique : Journal of Socialist Theory, volume 48, numéro 1, 2020 <https://www.tandfonline.com/doi/full/10.1080/03017605.2019.1706783> ; Le conflit Chine-Inde : ses causes et ses conséquences, chapitre V, août 2017, <https://www.thecommunists.net/theory/china-india-rivalry/>.

[8] Les ouvrages les plus importants de Lénine sur l'impérialisme sont : L'impérialisme et la scission du socialisme (1916) ; in : CW Vol. 23, pp. 105-120 ; L'impérialisme. Le stade le plus élevé du capitalisme (1916), in : LCW Vol. 22, pp. 185-304.

[9] V. I. Lénine : Le prolétariat révolutionnaire et le droit des nations à l'autodétermination (1915) ; in : LCW 21, p. 409

[10] V. I. Lénine : Conspectus of Hegel's Science of Logic (1914) ; in : Œuvres complètes Vol. 38, p. 220

[11] Karl Marx : Le Capital, Vol. III, MECW Vol. 37, p. 311

[12] Voir par exemple la note de Trotsky : *"Les pays coloniaux et semi-coloniaux - et donc arriérés - qui englobent de loin la plus grande partie de l'humanité, diffèrent extraordinairement les uns des autres dans leur degré d'arriération, représentant une échelle historique allant du nomadisme, et même du cannibalisme, jusqu'à la culture industrielle la plus moderne. La combinaison des extrêmes, à un degré ou à un autre, caractérise tous les pays arriérés. Cependant, la hiérarchie des retards, si l'on peut employer une telle expression, est déterminée par le poids spécifique des éléments de barbarie et de culture dans la vie de chaque pays colonial. L'Afrique équatoriale est loin derrière l'Algérie, le Paraguay derrière le Mexique, l'Abyssinie derrière l'Inde ou la Chine. Avec leur dépendance économique commune à l'égard de la métropole impérialiste, leur dépendance politique porte dans certains cas le caractère d'un esclavage colonial ouvert (Inde, Afrique équatoriale), tandis que dans d'autres, elle est dissimulée par la fiction de l'indépendance de l'État (Chine, Amérique latine)."* (Léon Trotsky : Introduction, in : Harold R. Isaacs, *The Tragedy of the Chinese Revolution* [1938], Haymarket Books, Chicago 2009, p. xiv, <http://www.marxists.org/archive/trotsky/1938/xx/china.htm>)

[13] Pröbsting, 2013, p. 228

[14] V.I. Lénine : Conspectus des conférences de Hegel sur l'histoire de la philosophie ; in : LCW 38, p. 256

[15] Georg Wilhelm Friedrich Hegel : *The Science of Logic*, (traduit par A.V. Miller), Humanity Books, New York 1969, p. 826.

[16] Voir, par exemple, Joseph Staline : *La révolution d'octobre et la tactique des communistes russes* (1924), in : J. V. Stalin Works, Vol. 6, Foreign Languages Publishing House, Moscou 1953, pp. 374-420 ; pour une critique de la théorie du *"socialisme dans un seul pays"*, voir par exemple Léon Trotsky : *La Troisième Internationale après Lénine. Le projet de programme de l'Internationale communiste : A Criticism of Fundamentals* (1928), Pathfinder Press, New York 1970 ; voir aussi du même auteur : *The Revolution Betrayed* (1936), Pathfinder Press 1972 ; voir aussi Michael Pröbsting : *Le capitalisme aujourd'hui et la loi du développement inégal : La tradition marxiste et son application dans la*

période historique actuelle, in : Critique : Journal of Socialist Theory, vol. 44, numéro 4, 2016, <http://www.tandfonline.com/doi/full/10.1080/03017605.2016.1236483>.

[17] Léon Trotsky : The Permanent Revolution (1929), Pathfinder Press, New York 1969, <https://www.marxists.org/archive/trotsky/1931/tpr/pr-index.htm>;
<https://www.marxists.org/francais/trotsky/livres/revperm/rp.html>

[18] Pour notre analyse et notre critique de la dictature stalinienne, voir par exemple le livre publié par notre organisation prédécesseur, la Ligue pour l'Internationale Communiste Révolutionnaire : La révolution dégénérée : The Origin and Nature of the Stalinist States, <https://www.thecommunists.net/theory/stalinism-and-the-degeneration-of-the-revolution/>; voir également le chapitre II du livre de Michael Pröbsting : La révolution cubaine vendue ? The Road from Revolution to the Restoration of Capitalism, RCIT Books, Vienne 2013, <https://www.thecommunists.net/theory/cuba-s-revolution-sold-out/>.

[19] Voir, par exemple, Léon Trotsky : The Revolution Betrayed (1936), Pathfinder Press 1972, <https://www.marxists.org/archive/trotsky/1936/revbet/index.htm>;
<https://www.marxists.org/francais/trotsky/livres/revtrahie/frodcp.htm>

[20] Pour notre analyse de ce processus, voir par exemple les documents suivants de notre organisation prédécesseur : Thèses sur Gorbatchev, adoptées par la conférence du MRCI, juillet 1987, https://www.thecommunists.net/theory/archive-documents-from-the-lrci-and-lfi/#anker_30 ; LRCI : The Failed Coup in the USSR (août 1991), https://www.thecommunists.net/theory/archive-documents-from-the-lrci-and-lfi/#anker_5.

[21] Hans Van Zon, Andre Batako, Anna Kreslavska : Les changements sociaux et économiques en Ukraine orientale. L'exemple de Zaporizhzhya, publié en 1998, réédité en 2018 par Routledge, New York 2018, p. 164 (ci-après dénommé "Zon").

[22] ONUDI : Ukraine, Objectifs de développement durable. Travail décent et croissance économique, 2019, p. 8 (ci-après dénommée "ONUUDI").

[23] Anastasia Nesvetailova : From 'Transition' to Dependent Development : The New Periphery in Global Financial Capitalism, in : Neil Robinson (Ed.) : Reforging the Weakest Link. Global Political Economy and Post-Soviet Change in Russia, Ukraine and Belarus, Routledge, New York 2019, p. 147.

[24] Voir également Oleksandr Petryk : History of Monetary Development in Ukraine, Bank i Kredyt Nr. 8, 2006, p. 12.

[25] Le chiffre pour 1999 est tiré de : Marek Dabrowski and Malgorzata Jakubiak : The Sources of Economic Growth in Ukraine after 1998 Currency Crisis and the Country's Prospects, Center for Social and Economic Research, CASE Reports No. 55, Warsaw 2003, p. 9 ; Le chiffre pour 2006 est tiré de : Vasily Astrov and Peter Havlik : Economic Developments in the Wider Black Sea Region, in : Daniel Hamilton et Gerhard Mangott (Eds.) : The Wider Black Sea Region in the 21st Century : Strategic, Economic and Energy Perspectives, Center for Transatlantic Relations, Washington, D.C. 2008), p. 123 ; les chiffres pour 2013 et 2018 sont tirés de : UNIDO, p. 9

[26] Robert S. Kravchuk : Ukrainian Political Economy. The First Ten Years, Palgrave Macmillan, New York 2002, p. 14 (ci-après dénommé "Kravchuk").

[27] Nadia Lisovskaya : Merchandise Foreign Trade in Russia, Ukraine and Belarus, in : Neil Robinson (Ed.) : Reforging the Weakest Link. Global Political Economy and Post-Soviet Change in Russia, Ukraine and Belarus, Routledge, New York 2019, p. 86 (ci-après dénommée "Lisovskaya").

[28] Dans les statistiques économiques officielles, le secteur industriel comprend, outre l'industrie manufacturière, la construction, les mines, l'électricité, le pétrole et le gaz, etc.

[29] Banque mondiale : Indicateurs du développement mondial, 2021, Les données proviennent d'un fichier Excel, <https://databank.worldbank.org/source/world-development-indicators>

[30] Kravchuk, p. 27

[31] Marko Bojcun : Vers une économie politique de l'Ukraine. Selected Essays 1990-2015, ibidem-Verlag, Stuttgart 2020, p. 158 (ci-après dénommé "Bojcun, 2020")

[32] OCDE : Examens des politiques d'investissement de l'OCDE : Ukraine 2016, Éditions OCDE, Paris 2016, <http://dx.doi.org/10.1787/9789264257368-en>, p. 37 (ci-après dénommé " OCDE 2016 ").

[33] Andriy Hladun, Vitaliy Dudin, Oksana Dutchak, Oleksandr Kravchuk, Mykhaylo Neboha, Oleksandr Odosiy, Zakhar Popovych : Alternative Mechanisms for the Socio-Economic Development of Ukraine, Center for Social and Labor Research, Kyiv 2016, p. 57 (ci-après dénommé " Center for Social and Labor Research ").

[34] Zon, pp. 126-132

[35] Banque mondiale : Espérance de vie à la naissance, totale (années) - Ukraine, <https://data.worldbank.org/indicator/SP.DYN.LE00.IN?locations=UA>

[36] Banque mondiale : Taux de mortalité, brut (pour 1 000 personnes) - Ukraine, <https://data.worldbank.org/indicator/SP.DYN.CDRT.IN?locations=UA>

[37] Banque mondiale : Taux de fécondité, total (naissances par femme) - Ukraine, <https://data.worldbank.org/indicator/SP.DYN.TFRT.IN?locations=UA>

[38] John P Ruehl : Combien de réfugiés ukrainiens vont rentrer chez eux ? 14 janvier 2023 <https://asiatimes.com/2023/01/how-many-ukrainian-refugees-will-return-home/>

[39] OCDE : Maintenir la dynamique de la décentralisation en Ukraine, Études de l'OCDE sur la gouvernance à plusieurs niveaux, Éditions de l'OCDE, Paris 2018, <http://dx.doi.org/10.1787/9789264301436-en>, p. 50 (ci-après dénommée " OCDE 2018 ").

[40] Kravchuk, p. 22

[41] Kravchuk, pp. 23-24

[42] Conor M. Savoy, Janina Staguhn : Enabling an Economic Transformation of Ukraine Recovery, Reconstruction, and Modernization, Center for Strategic and International Studies, January 2023, A Report of the CSIS Ukraine Economic Reconstruction Commission, p. 13 (ci-après dénommé "CSIS")

[43] CSIS, p. 13

[44] Kravchuk, p. 27

[45] Centre de recherche sociale et du travail, p. 113

[46] Nous avons abordé cette question dans plusieurs ouvrages ; voir par exemple les chapitres "*Capital Export and the Problem of "Round-Tripping" Foreign Direct Investments*" et "*"Phantom FDI" : No Russian Peculiarity but a Global Phenomenon*" dans la brochure susmentionnée "*The Peculiar Features of Russian Imperialism*".

[47] Centre de recherche sociale et du travail, p. 132

[48] Oleh Havrylyshyn : L'économie politique de l'Ukraine indépendante. Des démarrages lents, des faux départs, et une dernière chance ? Palgrave Macmillan, Londres 2017, p. 214-215 (ci-après dénommé "Havrylyshyn").

[49] Havrylyshyn, p. 238

[50] Marko Bojcun : Trade, Investment and Debt : Ukraine's Integration into World Markets, in : Neil Robinson (Ed.) : *Reforging the Weakest Link. Global Political Economy and Post-Soviet Change in Russia, Ukraine and Belarus*, Routledge, New York 2019, p. 53 (ci-après dénommé "Bojcun, 2019") ; Kravchuk, p. 30.

[51] Havrylyshyn, pp. 100-101

[52] Anton Oleinik : *Building Ukraine From Within. Une analyse sociologique, institutionnelle et économique d'un État-nation en devenir*, ibidem-Verlag, Stuttgart 2018, p. 340 (ci-après dénommé "Oleinik").

[53] Lisovskaya, p. 86

[54] Ibid, p. 88

[55] OCDE 2018, p. 49 ; OCDE 2016, p. 34.

[56] CSIS, p. 17

[57] OCDE 2018, p. 49

[58] Ibid, p. 49

[59] Sławomir Matuszak : À la recherche de nouvelles routes. Le commerce extérieur de l'Ukraine après la révolution de la dignité, Ośrodek Studiów Wschodnich im. Marka Karpia, Centre d'études orientales, Études OSW numéro 75, Varsovie 2018, p. 18.

[60] David X. Noack : *Hardliner, Neoliberale, Oligarchen : Der fragwürdige Erfolg der Ukraine*, 2. janvier 2023, <https://www.heise.de/tp/features/Hardliner-Neoliberale-Oligarchen-Der-fragwuerdige-Erfolg-der-Ukraine-7445797.html>

[61] Centre de recherche sociale et du travail, p. 72

[62] CSIS, p. 19

[63] ONUDI, p. 14

[64] Bojcun, 2020, p. 158

[65] Bojcun, 2020, p. 99

[66] Oleinik, pp. 344-345

[67] Centre de recherche sociale et du travail, p. 71

[68] Centre de recherche sociale et du travail, p. 68

[69] Havrylyshyn, pp. 242-243

[70] Voir les chapitres 6, 7 et 8 de Pröbsting, 2013.

[71] Bojcun, 2020, p. 213

[72] Kravchuk, p. 33

[73] Bojcun, 2019, p. 56

[74] Centre de recherche sociale et du travail, p. 12

[75] Ibid

[76] Centre de recherche sociale et du travail, p. 13

[77] Centre de recherche sociale et du travail, p. 15

[78] Bojcun, 2020, p. 223

[79] Marko Bojcun : Les origines de la crise ukrainienne, in : Critique, vol. 43, n° 3-4, 2015, p. 404 (ci-après dénommé " Bojcun, 2015 ").

[80] OCDE 2016, p. 30

[81] Banque mondiale : Central Government Debt (1970-2020), Ukraine, Les données proviennent d'un fichier Excel, <https://data.worldbank.org/indicator/GC.DOD.TOTL.GD.ZS>

[82] Banque mondiale : External Debt Stocks (% of GNI), Ukraine, Les données proviennent d'un fichier Excel, <https://data.worldbank.org/indicator/DT.DOD.DECT.GN.ZS>.

[83] Banque mondiale : External Debt Stocks (% of GNI), Ukraine, Les données proviennent d'un fichier Excel, <https://data.worldbank.org/indicator/DT.DOD.DECT.GN.ZS>.

[84] Voir à ce sujet, par exemple, Michael Pröbsting : L'Ukraine dans le piège de la dette impérialiste. Les travailleurs et les mouvements populaires internationaux doivent faire campagne pour l'annulation totale des dettes extérieures de l'Ukraine, 9 juillet 2022, <https://www.thecommunists.net/worldwide/europe/ukraine-in-imperialist-debt-trap/>.

[85] Heidi Chow : Il est temps d'annuler la dette extérieure de l'Ukraine, 06.04.2022, <https://jacobin.com/2022/03/ukraine-foreign-debt-cancellation-imf-global-finance>

[86] Kravchuk, p. 30

[87] Kravchuk, p. 257

[88] OCDE : Examens territoriaux de l'OCDE : Ukraine 2013, Éditions OCDE, 2014, <http://dx.doi.org/10.1787/9789264204836-en>, p. 34.

[89] OCDE 2016, p. 42

[90] Bojcun, 2020, p. 221

[91] Bojcun, 2020, p. 243

[92] Bojcun, 2015, pp. 403-404

[93] OCDE 2016, p. 138

[94] OCDE 2016, pp. 49-50

[95] OCDE 2016, p. 18

[96] OCDE 2016, p. 50

[97] OCDE : Examens des politiques d'investissement : Ukraine 2011, Examens des politiques d'investissement de l'OCDE, Éditions OCDE 2011, <http://dx.doi.org/9789264113503-en>, p. 19.

[98] OCDE 2016, p. 17

[99] OCDE 2016, p. 48

[100] Voir par exemple notre livre susmentionné sur la Grèce ou les brochures sur la Turquie ou l'Inde.

[101] CNUCED : Rapport sur l'investissement dans le monde 2022, p. 210

[102] CNUCED : Rapport sur l'investissement dans le monde 2022, p. 214.

[103] Outre l'analyse approfondie contenue dans notre livre *The Great Robbery of the South* (voir ci-dessus), nous renvoyons les lecteurs à notre brochure sur la surexploitation des migrants (en allemand) : Michael Pröbsting : *Marxismus, Migration und revolutionäre Integration* (2010) ; in : *Revolutionärer Kommunismus*, Nr. 7, <http://www.thecommunists.net/publications/werk-7>. Voir aussi du même auteur : *Migration et surexploitation : La théorie marxiste et le rôle de la migration dans la période actuelle de décadence capitaliste*, *Critique : Journal of Socialist Theory*, vol. 43, n° 3-4 (2015), <http://www.tandfonline.com/doi/abs/10.1080/03017605.2015.1099846>.

[104] I. I. Rubin : *Essais sur la théorie de la valeur de Marx* (1928), Black Rose Books, Montréal 1990, p. 165.

[105] Sur Poutine et le chauvinisme anti-ukrainien, voir par exemple le pamphlet susmentionné de Michael Pröbsting : *Putin's Poodles (Apologies to All Dogs)*.

[106] Cité dans : Konstantyn Kononenko : *Ukraine and Russia. Une histoire des relations économiques entre l'Ukraine et la Russie (1654-1917)*, The Marquette University Press, Milwaukee 1958, p. 32.

[107] Iryna Lapshyna : *Ukraine - Emigration and Displacement in Past and Present*, 08.07.2022, Bundeszentrale für politische Bildung, <https://www.bpb.de/themen/migration->

[integration/laenderprofile/english-version-country-profiles/510002/ukraine-emigration-and-displacement-in-past-and-present/](#) (ci-après dénommée "Lapshyna")

[108] Organisation internationale des Nations unies pour les migrations : Rapport sur la migration dans le monde 2020, p. 26 et 281.

[109] CSIS, p. 19

[110] Paul J. J. Welfens : L'invasion de l'Ukraine par la Russie. Economic Challenges, Embargo Issues, and a New Global Economic Order, European Institute for International Economic Relations, Palgrave Macmillan, Cham 2022, https://doi.org/10.1007/978-3-031-19138-1_13, p. 247.

[111] Organisation internationale des Nations unies pour les migrations : Rapport sur la migration dans le monde 2020, p. 88

[112] Lapshyna

[113] Bojcun, 2020, p. 158

Havrylyshyn, p. 239

[115] OCDE 2018, p. 48

[116] OCDE 2018, p. 49

[117] ONUDI, p. 15

[118] Bojcun, 2020, p. 246

[119] Bojcun, 2015, p. 403

[120] Bojcun, 2015, pp. 403-404

[121] OCDE 2016, p. 49

[122] Bojcun, 2019, pp. 54-55

[123] Bojcun, 2015, p. 405

[124] OCDE 2018, p. 61

[125] Voir à ce sujet, par exemple, RCIT : "Self-Determination for Donbass" : Un slogan réactionnaire au service de l'impérialisme russe. Sur les raisons historiques, théoriques et politiques pour lesquelles ce slogan est contraire au programme marxiste d'autodétermination nationale ainsi qu'aux intérêts de la lutte actuelle de libération nationale du peuple ukrainien, 27 juin 2022, <https://www.thecommunists.net/theory/theses-on-donbass/>.

[126] Voir Michael Pröbsting : L'Ukraine dans le piège de la dette impérialiste. Les mouvements ouvriers et populaires internationaux doivent faire campagne pour l'annulation totale des dettes extérieures de l'Ukraine, 9 juillet 2022, <https://www.thecommunists.net/worldwide/europe/ukraine-in-imperialist-debt-trap/>; du même auteur : La gigantesque destruction de la société ukrainienne, 12 décembre 2022, <https://links.org.au/gigantic-destruction-ukrainian-society>. Tous les chiffres de ce chapitre, sauf

indication contraire, sont tirés de ces deux articles où les lecteurs peuvent également trouver les sources de ces informations.

[127] CSIS, p. 14 et 19

[128] Jakob Zirm : Ukraine : "Die Entwicklung von 15 Jahren ist ausgelöscht", Die Presse, 03.12.2022, <https://www.diepresse.com/6223189/ukraine-die-entwicklung-von-15-jahren-ist-ausgeloescht>.

[129] CSIS, p. 27

[130] CSIS, p. 27

[131] CSIS, p. 17

[132] Ronja Ganster, Jacob Kirkegaard, Thomas Kleine-Brockhoff et Bruce Stoke : Designing Ukraine's Recovery in the Spirit of the Marshall Plan, German Marshall Fund of the United States, septembre 2022, p. 17.

[133] CSIS, p. 26

[134] CSIS, p. 25

[135] Voir à ce sujet, par exemple, un pamphlet de Michael Pröbsting : La Corée du Sud en tant que puissance impérialiste. Sur la nature du capital monopoliste sud-coréen et les tâches programmatiques qui en découlent pour l'avant-garde ouvrière, décembre 2019, <https://www.thecommunists.net/theory/study-on-south-korea-as-an-imperialist-power/>.

[136] V.I.Lénine : Plan de la Dialectique (Logique) de Hegel (1914) ; in : Œuvres complètes Vol. 38, p. 316

[137] Quatrième Internationale : La guerre impérialiste et la révolution mondiale prolétarienne ; Manifeste adopté par la Conférence d'urgence de la Quatrième Internationale en mai 1940 ; in : Documents de la Quatrième Internationale. The Formative Years (1933-40), Pathfinder Press, New York 1973, p. 327 ; <http://www.marxists.org/history/etol/document/fi/1938-1949/emergconf/fi-emerg02.htm>.